

1141

REPUBLICQUE RWANDAISE  
PREFECTURE DE BUTARE

RAPPORT DU DEUXIEME TRIMESTRE 1977

AVRIL - MAI - JUIN.

par le Préfet de Préfecture  
Charles NKURUNZIZA

REPUBLIQUE RWANDAISE  
PREFECTURE DE BUTARE

RAPPORT DU DEUXIEME TRIMESTRE 1977 :

AVRIL - MAI - JUIN .

par le Préfet de Préfecture  
Charles NKURUNZIZA.

RAPPORT DU DEUXIEME TRIMESTRE 1977 :

AVRIL - MAI - JUIN .

CHAPITRE I : ADMINISTRATION.

I<sup>er</sup> LES COMMUNES.

Nous avons signalé au premier trimestre, que le début de l'année 1977, avait été salué par des activités intenses dans les Communes comme à la Préfecture. Les bases étant solidement jetées, le deuxième trimestre va consacrer ses efforts à parachever les projets en cours d'exécution et à faire démarrer les nouveaux projets.

Après le Séminaire, du 6 au 8 janvier dernier, des Bourgmestres et Conseillers communaux, les efforts supplémentaires se sont faits sentir dans tous les coins de la Préfecture.

La paix et la tranquillité publique ont été solidement maintenues. Même là où des cas spéciaux se sont montrés, les Autorités chargées de la Sécurité ont beaucoup réagi et rétabli l'ordre (Le Chapitre sur la Sécurité décrira certains de ces cas).

Les Communes poursuivent les projets déjà entrepris au cours du premier trimestre ou projettent d'autres. C'est ainsi que l'UMUGANDA des Agents de la Préfecture a déjà commencé les travaux préparatoires à la construction d'une maison devant servir de salle de réunions, cinéma, théâtre, etc... pour les fonctionnaires de Butare dénommée "Salle des Conférences et de Culture de Butare". Les Communes elles-mêmes ne sont pas restées passives, beaucoup de travaux sont en cours; citons en passant les écoles primaires et familiales qui viennent d'être achevées dans les Communes RUSATIRA, GISHAMVU, NGOMA, NYAKIZU, NDORA et MUYAGA.

NGOMA, avec ses kiosques en pleine ville, ses coopératives de jeunesse comme celles de NYABISINDU, GISHAMVU, NYAKIZU et HUYE feront l'admiration des visiteurs. Au même moment les constructions des bureaux communaux, des centres de santé, agrandissement et réparations des locaux, des tribunaux de Canton

des centres de saillie retiennent l'attention des militantes et militants dans plusieurs Communes.

Peut-on limiter la liste sans évoquer les projets de développement global qui surgissent de partout, comme le projet de l'amélioration de l'habitat de Ntyazo, le complexe de construction projeté dans Rusatira pour les bâtiments administratifs, scolaires et sociaux et le démarrage du projet de réintégration des Batwa dans Kigembe.

D'autre part, il faut souligner une activité intense déployée par les populations au cours du trimestre pour la moisson du café. Les régions du Mayaga (Ntyazo, Muyaga et Muyira) avaient ouvert le marché déjà en fin Avril.

## 2<sup>e</sup> LES REUNIONS.

Le trimestre a connu des réunions de grandes importances tant au niveau communal que préfectoral. Nous allons retenir ici les plus importantes.

### A. LE CONSEIL PREFECTORAL.

La réunion du Conseil Préfectoral s'est tenue le 19 avril 1977.

Cette réunion qui, au juste n'était pas ordinaire, répondait à la volonté de la majorité des membres du Conseil Préfectoral de discuter sur les possibilités de faire des tournées dans toutes les Communes.

Le Conseil avait également souhaité la présence de tous les Bourgmestres à cette réunion. Les Bourgmestres avaient donc à donner leur point de vue en relation sur l'opportunité de ces tournées et à présenter les projets susceptibles à être visités lors des tournées.

#### RAPPORT DE LA REUNION DU ~~CONSEIL~~ PREFECTORAL EXTRAORDINAIRE TENUE EN DATE DU 19 AVRIL 1977 SOUS LA PRESIDENCE DU PREFET DE PREFECTURE DE BUTARE, LE MILITANT CHARLES NKURUNZIZA.

Le Président de la réunion, Militant NKURUNZIZA Charles ouvre la séance en disant que cette réunion est extraordinaire car elle n'a pas été convoquée dans les délais normaux. En effet, lors d'une réunion ordinaire du Conseil Préfectoral qui a eu lieu au 22 mars 1977, le Conseil avait discuté sur les possibilités de faire des tournées dans toutes les Communes de la Préfecture de

Butare. Comme les membres du Conseil considéraient que les Communes n'ont pas les mêmes problèmes, ont décidé de se voir avec les Bourgmestres avant de faire les tournées afin qu'ils se rendent compte des réalités déjà existantes.

S'adressant aux Bourgmestres, le Président a dit qu'il attend leurs avis pour voir dans quelle mesure l'on peut envisager une tournée.

Un membre du Conseil a ajouté que ces tournées sont envisagées en vue de permettre aux Conseillers de jouer valablement leur rôle de Conseillers. Il aimerait que chaque Bourgmestre qui prendrait la parole commence par donner son point de vue en relation avec l'opportunité de ces tournées.

Le Bourgmestre de Kigembe pense qu'il vaudrait mieux créer plusieurs commissions au sein du Conseil. Ces dernières passeraient chacune dans une partie de la Préfecture et ferait un rapport de visite au Conseil Préfectoral. L'on constata que l'on pourra se décider quand on ferait le canevas des tournées.

C'est ainsi que les Bourgmestres proposent chacun à tour de rôle. Les projets à visiter dans leur Commune.

#### COMMUNE KIBAYI.

##### A. PROJETS A VISITER.

- Centre de santé et nutritionnel
- Riziculture dans la vallée de l'Akanyaru
- Maison des coopérateurs dans le Centre de Négoce de Kibayi
- Champ modèle communal
- Mont Makwaza (coin touristique)
- Centre caféicole de Kanage.

##### B. PROJETS ENVISAGES.

- Construction d'une banque populaire
- Etang piscicole moderne de Gatara
- Centre apicole moderne
- Cuniculture moderne
- Construction des écoles primaires
- Construction des écoles familiales
- Construction du bureau communal
- Construction des bureaux des secteurs.

#### COMMUNE GISHAMVU.

##### A. PROJETS A VISITER.

- Coopérative des forgerons de Gishamvu
- Atelier de vannerie à Nyumba
- Centre administratif (en cours) à Nyumba
- Coopérative d'agriculteurs (Busoro)
- Centre de saillie de Kagera (Rusasa)
- Construction d'une école primaire à Liba.

B. PROJETS ENVISAGES.

- Centre administratif (parachèvement)
- Agrandissement de l'école primaire de Liba
- Création d'une banque populaire
- Construction des maisons de logement du personnel près du Centre administratif.

COMMUNE RUSATIRA.

A. PROJETS A VISITER.

- CERAR intercommunal de Cyegera, qui sert les Communes RUSATIRA, NYABISINDU, NTYAZO et MUYIRA.
- Ecole primaire de Mwendo
- Champ modèle communal
- Centre de saillie
- Centre apicole
- Bureaux administratifs des secteurs.

B. PROJETS ENVISAGES.

2.1. Projets à cours terme:

Il existe un plan de développement global de la Commune de Rusatira qui groupe les projets suivants:

- Construction des Centres de formation agricole et d'artisanat
- Création d'une coopérative d'artisans
- Construction d'un grenier
- Elargissement du terrain communal
- Construction d'une école primaire à cycle complet
- Construction d'un étang piscicole
- Amélioration des voies communales et intercommunales
- Construction d'un Centre Social de Développement à Mwendo
- Reboisement
- Alphabétisation.

2.2. Projets à long terme:

- Bureau Communal
- Construction d'un cycle primaire complet (école primaire) par Secteur.
- Dispensaire vétérinaire
- Edification d'un abattoir à Kinkanga.

COMMUNE RUMASHYA.

A. PROJETS A VISITER.

- Champ modèle associé à un centre de saillie
- Plantation de géranium
- Terrain de sport et de loisir
- Progressistes de Gatovu.

B. PROJETS ENVISAGES.

- Construction d'un bureau communal
- Construction d'un centre de santé à Sheke
- Construction d'un dispensaire vétérinaire
- Création et amélioration des routes communales
- Amélioration des locaux scolaires
- Boisement en bordure des routes
- Création d'un étang piscicole intercommunal (Mbazi-Ruhashya).

COMMUNE MUGUSA.

A. PROJETS A VISITER.

- Riziculture de Cyili
- Centre de formation de la jeunesse
- Pépinières communales
- Centre de saillie
- Village touristique de Gikonko
- Reboisements.
- Champ modèle de Gikonko

B. PROJETS ENVISAGES.

- Construire le bureau du M.R.N.D.
- Construction d'un CERAR
- Création d'une ferme modèle
- Construction de 2 écoles primaires à Gikonko
- Construction d'un Centre Social de Développement à Gikonko.

COMMUNE NYABISINDU.

A. PROJETS A VISITER.

- Coopérative des batwa
- Centre de santé
- Hangar des peaux
- Pépinière dans chaque secteur
- Coopérative des éleveurs

- Il existe d'autres projets importants dans la Commune Nyabisindu, mais qui sont gérés par le Gouvernement. Il s'agit notamment du

Centre de forge de Kavumu, de la laiterie, de la COMENYA, etc...

B. Quant aux PROJETS ENVISAGES, la Commune Nyabisindu n'a que la construction d'un CERAR en vue.

COMMUNE NTYAZO.

A. PROJETS A VISITER.

- Le Paysannat
- L'O.B.M. (Ntyazo - Ruyenzi)
- Le Centre de santé de Cyotamakara
- Reboisement de Kagunga (5 ha)

B. PROJETS ENVISAGES.

2.1. Projets à court terme :

- Aménagement des fontaines
- Création des fermettes par Secteur
- Création de trois centres de saillie.

2.2. Projets à long terme :

- Centre nutritionnel près du dispensaire de Ntyazo
- Banque populaire à Kayanza
- Augmenter l'effectif des écoles
- Augmenter les arbres fruitiers
- Intensifier les boisements.

Il existe un projet en cours d'étude dont nous ne pouvons dire directement jusqu'où il va aboutir. Ce projet se situe dans le cadre de l'amélioration de l'habitat.

COMMUNE MUYAGA.

A. PROJETS A VISITER.

- Centre de santé
- Centre nutritionnel
- Ecole familiale
- Bureaux des Secteurs
- Paysannat
- Association d'agriculteurs et d'éleveurs de Muyaga
- Centre de saillie
- Champ modèle communal
- Deux coopératives de 1<sup>er</sup> S.M.
- Aménagement Centre de négoce Gakoma
- Une école d'alphabétisation
- Amélioration des routes communales.

B. PROJETS ENVISAGES.

- Construire certaines écoles primaires
- Création de pépinières par secteur
- Reboisements
- Aménagement du marais de l'Akanyaru
- Soutenir les coopératives d'artisanat et de bricolage.

COMMUNE MUGANZA.

A. PROJETS A VISITER.

- CERAR
- Bureau du M.R.N.D.
- Champ des médicaments indigènes
- Lac du Mouvement
- Jardin zoologique
- Coopérative des Batwa
- Champ modèle communal.

B. PROJETS ENVISAGES.

- Construction d'un Centre de santé
- Plantation des eucalyptus et des haricots dans les secteurs
- Construction des bureaux de secteurs
- Riziculture
- Coopérative des fabricants des savons.

COMMUNE NDORA.

A. PROJETS A VISITER.

- CERAR de Gisagara
- Ecole familiale
- Bureau communal en construction
- Deux cycles complets d'écoles primaires à Muyira et à Ntobo
- Etang piscicole
- Quinze tambours fabriqués par l'Umuganda
- Pont de Ngilyi

B. PROJETS ENVISAGES.

- Construction des logements du personnel
- Maternité près du Centre de santé
- Création d'une coopérative de vente des produits vivriers
- Construction des ponts reliant la Commune Ndora avec d'autres Communes
- Banque populaire
- Construction d'une maison du M.R.N.D.
- Construction d'une école primaire à Mukande.

COMMUNE NARABA.

A. PROJETS A VISITER.

- Centre de santé de Simbi
- Plantation des fruits qui donnent la confiture
- AFOJAR de Tare
- Ecole primaire de Simbi
- Coopérative de briqueterie.

B. PROJETS ENVISAGES.

- Centre d'élevage de Kizi
- Champs modèles par secteur
- Réparation des dipping-tanks
- Construction des bureaux des secteurs
- Coopérative stockage des produits vivriers par secteur
- Construction des latrines publiques
- Construction d'un dispensaire
- Construction d'une salle de réunions
- Centre de vulgarisation agricole.

COMMUNE MBAZI.

A. PROJETS A VISITER.

- Complexe communal
- Bureau de la Croix Rouge
- Terrain de sport
- Centre de saillie
- Atelier de couture
- Centre de formation des forgerons
- Centre nutritionnel
- Centre culturel de Gihindamuyaga

B. PROJETS ENVISAGES.

- Elargissement du Centre administratif communal
- Construction d'un étang piscicole intercommunal Mbazi-Ruhashya
- Elevage des abeilles
- Mise sur pied d'un Centre communal d'élevage
- Construction d'un dispensaire
- Création d'un magasin de stockage
- Création d'un Centre de formation de la jeunesse
- Construction un village communal
- Logement du personnel.

COMMUNE NYAKIZU.

A. PROJETS A VISITER.

- CERAR
- Centre scolaire
- Logement des enseignants
- Terrain sportif
- Ecole familiale
- Maternité de Nyantanga
- Champ modèle communal
- Coopérative de développement de Nyakizu
- Champs modèles par secteur
- Latrines publiques
- Lutte anti-érosive
- Pépinières des cyprès
- Bureaux des secteurs
- Centre de santé de cyahinda.

B. PROJETS ENVISAGES.

- On souhaite une Poste et une sous-Brigade Judiciaire
- Construire des ponts sur la route Butare-Nyakizu en passant par Gishamvu.
- Mise en valeur de la source de Kibiruruka. On pense qu'il y a de l'eau gazeuse.
- Centre administratif

- Banque populaire
- Dispensaire vétérinaire.

COMMUNE KIGEMBE.

A. PROJETS A VISITER.

- Centre piscicole de Kigembe
- Centre de saillie
- Champ modèle communal
- Pont Migina en matériaux durables
- Bureaux des Secteurs
- Champ de célerie
- Riziculture
- Centre de santé et maternité
- Sept écoles primaires de Fugi
- Une Ecole Familiale et un Atelier de Couture.

B. PROJETS ENVISAGES.

- CERAR
- Deux écoles dans le Secteur Ngera
- Ponts sur l'Agatobwe et l'Akagera
- Banque populaire
- Agrandir le Centre administratif
- Création d'un centre agro-pastoral
- Champ modèle par secteur
- Coopérative d'artisanat
- Atelier des nattes (ibidasasa).

COMMUNE RWANZA.

A. PROJETS A VISITER.

- Foyer Social
- Maison de stockage de la Paroisse
- Abattoir

B. PROJETS ENVISAGES.

2.1. Projets en cours.

- Construction des écoles
- Construction et réparation des routes
- Regroupements coopératifs agricoles
- Aménagement du marché de Rwanza.

2.2. Projets à long terme.

- Elargissement du Centre administratif
- Menuiserie communale
- Coopérative de poterie
- Section familiale de Save (le local qui héberge actuellement cette école appartient à la Paroisse)
- Maison familiale pour garçons à Save
- Banque populaire

- Petit élevage
- Drainage du marais Rwasave.

COMMUNE MUYIRA.

A. PROJETS A VISITER.

- Maison de passage pour les malades
- Centre de santé
- Digue et pont de l'Akanyaru
- Projet de reboisement intensif
- Champ modèle communal
- Dispensaire de Busoro
- Bureaux des secteurs
- Latrines publiques
- Centre social de développement
- Colline pilote agricole
- Ecole de F.E.D. et Paysannat.

B. PROJETS ENVISAGES.

2.1. Projets à court terme.

- Construction d'une maison de stockage
- Création d'un champ de multiplication
- Centre de saillie
- Amélioration des dipping-tanks
- Edification d'Un Centre Social de Développement et d'un Centre Nutritionnel à Nyamiyaga
- Coopérative agricole à Nyamiyaga.

2.2. Projets à long terme.

- Construction d'une salle polyvalente
- Construction d'une Ecole Familiale à Nyamiyaga
- Construction d'une Ecole Familiale à Busoro
- Essai du village modèle à Nyamiyaga
- Construction des écoles et amélioration des locaux déjà existants
- Construction d'un Centre de santé et d'une Maternité à Nyamiyaga
- Amélioration de la route Kanyaru-Gati
- Construction d'un Centre administratif.

Le problème spécial qui se pose en est que la Commune Muyira n'a pas d'eau.

COMMUNE HUYE.

Il est demandé que lors de sa tournée, le Conseil Préfectoral se penche sur la situation géographique de cette Commune qui fait qu'est sans ressources et qui l'empêche de se développer. En outre, le Conseil Préfectoral pourra visiter :

- Centre d'apprentissage de Musange
- Pont qui relie la Commune Huye à Runyinya
- COJEMU

- Dispensaire et Centre nutritionnel de Sovu
- Visite de la CONFIGI
- Coopérative COPASA (E.U.M.)
- Reboisement du Mont Huye
- La précoopérative de tuilerie
- Construction d'un CERAR
- Bureau Communal.

COMMUNE NGOMA.

La plupart des projets de cette Commune sont gérés par l'Etat et le Bourgmestre formule ses réserves car il pense que le reste de ces projets appartiennent conjointement à la Préfecture et à la Commune.

Néanmoins, les projets dont la liste suit sont proposés à la Commune. Le Conseil Préfectoral pourra donc visiter :

- Le cycle complet d'école primaire à Cyarwa
- La Coopérative des jeunes de Cyarwa
- Un Atelier d'apprentissage
- Bureaux des secteurs
- Atelier scolaire de Ngoma
- Trois coopératives des jeunes
- Champ modèle communal
- Ainsi qu'un certain nombre de coopératives telles que COVESCOBU, COVEPACYA et les kosques construites en pleine ville.

PROJETS A LONG TERME.

- Aménagement du marché urbain
- Centre administratif de Rango
- Adduction d'eau et d'éclairage à Rango
- Atelier de réparation
- Centre culturel de Ngoma
- Valorisation du marais Rwasave

En ce qui concerne les Communes qui ne sont pas représentées dans cette réunion, le Président signale que l'on pourrait visiter le Centre administratif de la Commune Nyaruhengeri. Et l'on pourra éventuellement se rendre à Runyinya pour voir si la construction d'un bureau communal projetée à Karema vaut la peine.

Après des discussions sur la forme à donner à ces tournées, le principe des visites est acquis et l'on propose que les modalités soient étudiées par le Conseil Préfectoral dans sa séance de l'après-midi.

Le Président répond que le problème réside en ce que les foyers sociaux ont déjà pris des racines. Tout le monde en a compris l'utilité de sorte que ça va sans dire, même à l'échelon national.

Revenant à la méthode de travail, le Conseil constate qu'il n'aurait pas le temps matériel pour visiter tous les projets tels que décrits dans le tableau ci-haut.

Il est donc demandé aux Bourgmestres d'être plus réalistes dans l'établissement d'une autre nouvelle liste des projets prioritaires à visiter inmanquablement. Celle-ci sera envoyée au Préfet, qui, à son tour, préparera les tournées du Conseil. Les dates seront communiquées aux Bourgmestres dans des moments opportuns.

Un membre déplore que dans la liste qui a été présentée par les Bourgmestres, il manque un point important (amélioration des méthodes culturelles) parce qu'ils n'ont pas du tout réfléchi sur le problème de survie de la population qui, chaque fois menacée par la disette presque incessante, risque de mourir de faim dans un avenir très proche.

C'est ainsi qu'il propose une autre réunion extraordinaire, laquelle se tiendrait directement après les tournées, pour faire une programmation à l'échelon de toute la Préfecture.

Le Conseil Préfectoral a suspendu ses travaux à 13 h.30'. Il est proposé aux membres du Conseil Préfectoral de revenir à 15 h.00 pour discuter les modalités pratiques des tournées.

x

x

x

La séance a repris à 15 h.15'.

Lors de la réouverture du Conseil, le Président signale que sur le plan pratique, le Conseil ne pourra nullement voir toutes les populations des vingt Communes de Butare.

Cette assertion tient compte des délais, des moyens de déplacement et surtout des impératifs du service. En ce qui concerne les déplacements, le Président ira demander au Ministère de l'Intérieur d'accorder les moyens de déplacement et dans la mesure où ce n'est pas possible, le Conseil se verra devant l'obligation d'abandonner le projet.

Lors des visites, certains membres du Conseil souhaitent que le Conseil se divise en deux équipes. Chaque équipe suivrait l'itinéraire indépendante de l'autre et ensuite ferait un rapport succinct au Conseil Préfectoral. Après de longues discussions, le Conseil Préfectoral décide à l'unanimité de se déplacer ensemble pour éviter que la mission du Conseil ne se transforme en des commissions d'enquête, car ça déplacerait l'intérêt de la tournée.

Compte tenu des préparatifs des prochaines tournées présidentielles et des impératifs du service, le Conseil retient

le principe de visiter dix Communes pendant quatre jours. La première tranche s'effectuera durant la période du 9 au 12 mai inclusivement. La deuxième tranche sera déterminée ultérieurement.

x

x

x

Avant de terminer, le Conseil a repris en résumé les mobiles qui le poussent à effectuer une tournée dans les Communes:

1<sup>er</sup> Dans l'accomplissement de la mission qui lui est confiée, les membres trouvent que pour être valablement un Conseiller, il faut se rendre compte des réalités déjà existantes dans les Communes.

2<sup>o</sup> De son côté, l'Autorité Préfectorale voudrait se servir de résultats obtenus lors des tournées, pour dégager un plan-type de développement communal qui s'insère dans le cadre du plan quinquennal.

3<sup>e</sup> Le Conseil voudrait voir si le projet de développement intégré (Projet d'intensification agricole) en Préfecture de Butare sera bien accueilli par la population. Egalement il voudrait avoir une idée sur la situation globale de la Préfecture et connaître ses besoins de l'immédiat et les projets spécifiques.

Sous le point divers, à la question du déplacement des membres du Conseil, le Gouvernement accepte de supporter tous les frais que les membres auront exposés pour assister aux réunions du Conseil Préfectoral.

Le Conseil a décidé de commencer la première tournée dans la période du 9 au 13 mai. Voici les mobiles qui ont poussé à effectuer une tournée dans les Communes.

Nous publions ici tout le rapport sur les tournées dans les Communes.

Depuis le 9 au 13 mai 1977, sous la conduite du Préfet de Préfecture Charles NKURUNZIZA, le Conseil Préfectoral a visité dix Communes (1<sup>ère</sup> tranche). Cette visite avait pour but de rencontrer le Conseil de Développement. La première parole était réservée au Bourgmestre qui présentait d'abord le Conseil Préfectoral aux visités. Et ensuite, il le remerciait de s'être gêné pour rendre visite à toutes les Communes afin de se rendre compte de la réalité. Ainsi il en profitait pour donner la situation générale de sa Commune (les difficultés....). Tous les Bourgmestres faisaient toujours allusions aux difficultés péculaires. En effet, certaines Communes ne parviennent pas à rémunérer ou à traiter leur personnel. Ce n'est pas tout: les projets de grande envergure alors nécessaires restent inachevés. Par exemple: Commune Muyira: maison d'hébergement pour les malades.

Chaque Bourgmestre soulignait que cette visite effectuée dans sa Commune leur sera utile. Il appréciait les bons conseils, les bonnes idées, les éclaircissements sur certains points que le Conseil donnait sur ce qui concerne les problèmes de développement de la Commune qui aideront à surmonter les difficultés.

"Préfet de Préfecture: Militant Bourgmestre, Militants Membres du Conseil de Développement, le Conseil Préfectoral est particulièrement heureux de venir rendre visite à votre Commune. C'est pour vous une occasion de faire connaissance et de lui faire part des difficultés rencontrées. Le but de la visite se résume essentiellement en deux points:

- Comme l'a toujours souligné le Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur le Président de la République, que les gouvernants et gouvernés se rencontreront souvent pour échanges d'idées, pour une meilleure complémentarité en vue d'un parfait enrichissement, il vous est demandé de contribuer à la construction de votre Commune en entretenant un dialogue avec le Conseil Préfectoral.

- Aussi, je vous invite, Militants Membres du Conseil de Développement, à parler de votre Commune au Conseil Préfectoral, à lui exposer vos problèmes, vos difficultés et obstacles, soit dans le domaine agricole et social, soit dans la lutte anti-érosive et contre l'analphabétisme ou encore dans l'amélioration de l'habitat.

- En effet, le Conseil Préfectoral constitue des techniciens, vos représentants à l'échelon préfectoral. Posez des questions car ils sont venus justement pour y répondre, pour vous donner des conseils et vous orienter sur la bonne piste. Les questions auxquelles ils ne pourront pas satisfaire, seront transmises pour compétence, aux autorités supérieures.

- D'autre part, souvenez-vous, toujours et partout, que vous représentez la population (votre Commune). Montrez-vous représentatifs. Il vous est demandé de lui faire connaître les directives et de lui transmettre le plutôt possible les instructions. Bref, soyez la lumière pour éclairer les autres.

Et enfin, les projets à visiter, ceux réalisés ou ceux en voie de réalisation, seront ceux qui ont intégralement été une initiative propre à la Commune. C'est un fait et un signe concrets de prise de conscience et de l'intérêt que votre Commune porte à se développer par ses efforts. Les centres sociaux de développement sont identiques quant au plan et aux objectifs, n'est-ce pas?

Après les réunions, le Conseil Préfectoral visitait les projets et réalisations de développement dans les Communes".

COMMUNE MUYIRA: 1.548 m d'altitude.

Points débattus :

Le Bourgmestre se plaint de manquer des moyens de financement malgré les efforts fournis par la Commune. Les recettes provenant des deux marchés (un marché et un centre de négoce) sont insuffisantes et insignifiantes pour tirer la Commune de l'embaras.

Les contributions des impôts rentrent tard et avec une irrégularité étonnante. Cette irrégularité est due à la disette qui sévit dans la région depuis pas mal de temps. On ressent encore ses répercussions.

Depuis cette année, le Personnel de la Commune n'est pas encore payé et jusqu'à présent on n'a pas plus de 600 fr provenant des impôts. Nombre de projets semblent avoir été abandonnés, souligne un membre du Conseil de Développement.

C'est que votre café est expédié au Burundi, fait remarquer le Préfet. C'est à vous les Conseillers, en collaboration avec le Bourgmestre, de lutter contre ce fléau. Dénichez les stockages et dénoncez les fraudeurs. Sanctionnez-les ou envoyez-les moi.

Oui, c'est sûr ! les fraudeurs sont nombreux. Ils exportent ce café sous prétexte que le prix est élevé (120 fr le Kg en monnaie burundaise).

Le Ministre demande à MUNYANGAJU de dire un mot sur ces projets inachevés (Maison de logement pour les malades devant servir les Communes Ntyaza et Muyira).

C'est d'autant plus grave qu'il faut recourir au Ministère de l'Intérieur afin de payer au moins le personnel. Ce n'est pas gai et facile d'avoir des travailleurs non rémunérés. A dire vrai, vous avez deux grands problèmes:

1<sup>er</sup> Il aurait fallu un plan.

2<sup>e</sup> Vous auriez dû établir un devis et ne commencer qu'après vous avoir assuré d'un fond de développement. Ceci suppose une certaine cotisation de 10 fr au moins. Du reste le problème est d'ordre social. Faites-vous aider pour subvenir aux besoins de la Commune puisque ses exigences dépassent l'effort fourni.

Qu'en est-il avec l'UMUGANDA dans votre Commune, s'informe le Ministre? Est-il nécessaire? Vous apporte-t-il quelque chose?

La majorité participe à l'UMUGANDA et c'est par secteur que nous travaillons. Nous procédons d'abord par le reboisement et ensuite par la lutte anti-érosive. Mais il est à noter que chacun oeuvre chez lui dans sa propriété sauf sur la colline pilote, répond le Bourgmestre.

L'Umuganda est collectif c'est-à-dire que les collines se déplacent pour rejoindre la colline voisine. C'est dans ce sens qu'il est rentable.

Un membre du Conseil de Développement demande si un transfert du bureau communal ne serait pas possible puisqu'on serait plus près des sources d'eau.

La Commune s'installe à un endroit "port de développement". En effet, il n'est pas dit que la construction des routes est orientée nécessairement vers les cours d'eau, dit le Ministre. Toutefois, BUSORO est une région favorable pour le développement. 1<sup>re</sup> KIBILIZI : Une maison non achevée, couverte de tôles, initiative communale (Ntyazo et Muyira). Mais malheureusement, la Commune Ntyazo se retire et refuse systématiquement toute aide financière et en main-d'oeuvre.

Le Préfet résolu de réunir les deux Conseils Communaux et de demander surtout à la Commune Ntyazo de donner sa contribution.

Un tel projet n'est pas à laisser s'effondrer. C'est une maison de 14 m de long et de 12 m de large sur laquelle on vient de dépenser 200.000 fr environ, et qui en raison de sa grandeur pourrait héberger un grand nombre de malades.

2<sup>e</sup> Cellule NEGAMI: Colline pilote: - lutte anti-érosive sur les 2 versets.

- creusement
- piquetage
- plantation des herbes (cátaria, grévillée).
- arbres fruitiers.

N.B. Le travail est collectif.

On pratique le système de champ modèle sur la colline pilote.

3<sup>e</sup> Vallée de BUSORO:

Pont et digue: - longueur de la vallée (du pont) est de 1 Km et 200 m  
- On vient de faire 50 m environ. Vallée complètement inondée.

- "Main-d'oeuvre insuffisante, rentabilité presque nulle"

BUSORO: Le Conseil suggère une installation d'un poste de communication qui desservirait une partie de Butare, des régions de Gitarama et certaines Communes de Kigali.

- Une école construite par le FED tenue par l'Inspection Scolaire de Secteur.
- Une maison cédée par les Volontaires Français. Elle est en voie de dégradation. Elle est à réparer. Elle pourrait servir de bureau communal en cas de transfert.
- Il y a un dispensaire et une maison de maternité.
- Le dispensaire comprend une salle étroite de consultation. Les responsables souhaiteraient un élargissement de la salle:
  - comprend une salle des rougeoleux,
  - deux salles de soin (pansement et distributions des médicaments);

On a des problèmes de médicaments (surtout la nivaquine).  
Ce Centre de Santé est tenu par des Soeurs.

- 17 -

COMMUNE NYABISINDU.

Les projets sont visités en l'absence du Bourgmestre.  
Le Conseil Préfectoral n'a pas pu avoir des explications.

PROJETS VISITES :

- Centre de saillie
- Pépinière de grévilléa, eucalyptus, avocats.
- Champ modèle (soja, quelques bananiers). Dans ce champ, on pratique la méthode allemande (système de rotation). On y cultive entre autre des herbes tenant lieu du fumier. Elles entretiennent le sol.
- Elevage des poules décimées par une maladie inconnue.

COOPERATIVE DES BATWA :

C'est une coopérative encore jeune. On fabrique des objets d'art céramique et ceux-ci sont enregistrés. Ils occupent une maison de la Commune réparée par le Centre technique allemand. Au début, les coopérateurs étaient au nombre de 70. Les uns se sont retirés parce que les résultats étaient très peu satisfaisants. Ils sont actuellement quarante et un (41). Ils espèrent reprendre si tout va bien mais ils sont découragés par des prix trop bas par rapport au coût de la vie actuelle (exemple : une marmite coûte 20 frs alors qu'un panier de patates vaut de 50 à 60 frs). Ils souhaiteraient, par ailleurs, avoir un technicien pour perfectionner leurs objets (gobelets, canettes, etc...) en vue d'améliorer le niveau de vie du Mutwa. Ils ont pu, cependant, gagner 2  $\frac{1}{2}$  sacs d'haricots et 1  $\frac{1}{2}$  de sorgho depuis la fondation.

COMENYA :

Elle est constituée par neuf coopérateurs dont cinq sont externes (ne travaillent pas au sein de la coopérative). La main-d'oeuvre est de dix-sept personnes (17). Elle dispose pour le moment de trois millions de francs brut (3.000.000 frs). Les planches sont fournies par l'Etat d'une part ou ils s'en trouvent en faisant scier les arbres eux-mêmes d'autre part. Ils trouvent les débouchés surtout à Kigali et dans les régions environnantes (des commandes).

\*  
\*  
\*

COMMUNE MARABA.

Le Bourgmestre salue d'abord et remercie le Conseil Préfectoral d'être venu rendre visite à la Commune et lui présente le programme. Il expose brièvement leur ligne d'action.

" Nous avons quinze (15) équipes dirigées, dit-il, où nous nous partageons les responsabilités lors d'une réunion à l'échelon communal.

Le Bourgmestre, le moniteur agricole et le vétérinaire donnent des instructions à tour de rôle. Après la réunion, l'animateur, la monitrice sociale et l'encadreur se partagent les activités d'animation.

/...

Il ne peut jamais exister de progrès sans paix. Lutte toujours contre ce banditisme. Le Bourgmestre ne donnera un rapport et je pourrais éventuellement demander des militaires pour patrouiller. Quant aux prisonniers, j'interviendrai auprès du Directeur de prison, répond le Préfet.

Que faire dans les cellules ? Certains responsables semblent avoir stoppé les activités, souligne le Bourgmestre.

Engagez ceux qui servent le pays et non les pirates de la finance.  
Répond le Préfet.

On exige 100 frs aux parents qui ont des enfants à l'école primaire. S'agit-il d'impôt ? N'est-il pas possible de faire une réduction pour une famille qui a trois ou quatre enfants à l'école, ? Demande un militant.

Si ces enfants ne sont pas dans une même classe, les cent francs seront obligatoirement donnés pour chacun des enfants, répond le Préfet.

Cette question, poursuit le Ministre, a été posée au Président de la République lors des tournées. Les 100 frs ne sont qu'une petite contribution de la part des parents. Celui qui ne peut pas se procurer cette somme recourt au Bourgmestre. C'est lui qui étudie les conditions dans lesquelles se trouve la famille pour l'aider en cas de besoin.

\*\*\*

#### PROJETS VISITES.

KIBANDA : Lutte anti-érosive. Ce champ est divisé en parcelles où chacun cultive individuellement le manioc. C'est une pente raide (la colline).

GISAKURA : Champ modèle de ce secteur.

- Pépinière de café
- Culture de maïs
- Culture de sorgho
- L'eau entre rigoles (moustiques).

Le Conseil Préfectoral a sousestimé les deux projets. Tous les deux n'avaient rien de modèle. Tout le monde étaient indigné de voir que les techniciens (agronome, moniteurs agricoles) n'ont rien fait pour promouvoir l'agriculture. Le Conseil a, en outre, mis en ligne de considération qu'un agronome, originaire de Maraba serait indispensable.

/....

- 29 -

COMMUNE RUHASHYA.

Le Bourgmestre présente le Conseil Préfectoral au Conseil Communal et ensuite ~~caldi-ci~~ au premier. Puis, les discussions s'engagent, après avoir décrit brièvement la Commune.

56 Km<sup>2</sup> d'étendue.

23.847 habitants

10 Secteurs.

Le Directeur Général MUNYANGAJU demande si un technicien de l'ISAR (Agronome) pouvait expliquer les méthodes sur la vulgarisation et les liens de collaboration entre cette Commune et l'ISAR.

Il n'y a pas longtemps qu'on a commencé, dit l'Agronome. L'I.S.A.R s'est rendu compte que cette vulgarisation nous oriente mieux dans nos recherches en dehors des recherches faites spécialement à l'I.S.A.R. même. Nous avons créé des divisions en milieu rural qui nous rapporte des recherches à étudier à l'I.S.A.R. Nous disposons pour cela d'un champ pilote à Gatovu où sont pratiqués l'agriculture et l'élevage. Cette colline est peu peuplée mais elle n'est pas fertile. Cependant en considérant sa surface en rapport avec les normes de la natalité accélérée, chaque enfant ne pourra occuper que 18 ares dans l'avenir.

1. PROCEDES :

- Usage du fumier,
- Pépinières et recueil des déchets dans les fosses
- Etables rudimentaires pour recueillir la bouse et laisser s'accumuler la paille (icyalire) dans l'étable.
- Nourrir le bétail dans l'étable. Ne jamais laisser sortir la vache ou le mouton.
- Cultiver la nourriture du bétail en plantant la sétaria et vétiver qui lutte contre l'érosion.
- Semences sélectionnées (27.000 ananas)
- Usage et achats d'engrais chimique.
- Pépinières d'avocitiers (3 pépinières de 1.200 plantes)
- Système de rotation
- Améliorer avec des méthodes modernes la culture vivrière sans négliger le système de rotation.

On essaie de voir dans quelle mesure ils acceptent de faire tout cela.

- C'est pas toujours facile.

2. ESSAIS PRES DE RUBONA A GATOVU.

Il nous est difficile de démarrer avec tous les secteurs en même temps. Nous sommes au nombre de deux (agronomes). Nous avons préféré de prendre une colline modèle.

/....

Nous avons créé des équipes de 10 ou 20 personnes. A chaque équipe, nous avons distribué des parcelles et des semences. Nous sommes souvent auprès d'eux pour les assister. Le partage de la récolte se fait suivant les jours de participation.

Jusqu'à présent, nous avons 135 habitants-candidats - amateurs qui suivent convenablement les instructions.

Ces champs modèles ont l'objectif de servir justement de modèle aux habitants. Ils s'y rendent souvent pour enrichir les connaissances. Au départ, tous les jeudi, les Conseillers et les Agronomes s'y rendaient pour ensuite transmettre les instructions aux paysans.

Dans la vulgarisation, nous rencontrons ces difficultés. La lutte anti-érosive sera difficilement réalisée. Car avec un personnel de deux agronomes et de cinq moniteurs agricoles pour tous les secteurs, les résultats seront très peu remarquables. Bien plus, le manque et l'insuffisance de matériel nous fait défaut. Nous avons un niveau d'eau et une planche (à quoi le Bourgmestre répond que c'est prévu dans le budget des projets).

Et encore, nous n'avons aucune responsabilité à l'égard des paysans. Nous manquons l'appui des Conseillers et des Responsables des cellules. Les problèmes ne se posent pas uniquement à l'Umuganda, mais aussi dans la lutte anti-érosive et la suppression systématique des caféiers.

Accordez-vous une importance à l'umuganda? Vous est-il nécessaire? Mettez-vous de l'animation? N'avez-vous pas de difficultés? demande le Ministre. Expliquez-vous ses avantages et procédez-vous par conscientisation?

Oui, dit le Bourgmestre. Mais ils refusent de se déplacer quand on doit parcourir une longue distance (ex. Pont Kinyanakara-Ruhashya).

Les jeunes s'y mettront peut-être à coup de bâtons. Puisque nous payons la contribution (umusoro) disent-ils, nous ne courons aucun danger. Et c'est vraie, en effet, il n'est prévu aucune sanction. Un problème naît des propriétés qui diffèrent par l'étendue. Celui qui a une petite propriété refuse catégoriquement de travailler dans une grande propriété de son voisin. Donc, le travail collectif n'est pas bien compris.

A cela, le Préfet ajoute que le Conseil de Développement doit toujours donner l'exemple aux dits récalcitrants. Soyez la lumière, a dû répéter le Préfet. Point de prison, point de baton. Les mesures à prendre vous seront communiquées ultérieurement.

On se plaint presque partout des 100 frs (umusoro w'abana comme on dit) que les enfants étudiant à l'école primaire payent. Tout le monde reconnaît son importance mais il ne faut ignorer qu'il est difficile de les trouver quand on est obligé de payer pour quatre enfants. Par exemple: une réduction est souhaitable (+ 150 frs). Nous avons en outre constaté que ceux qui ne payent pas les 100 frs restent impunément protégés et leurs enfants poursuivent normalement les études, dit un militant.

/...

22

Bien que la question ait été posée au Président de la République qui a dit que ceux qui sont dans l'impossibilité de se procurer cette somme en informeront le Bourgmestre pour étudier leur cas et les aider ensuite, il appartient à l'Inspecteur et aux Maîtres principaux de trouver la solution sinon on en laisse le soin au Ministre de l'Education Nationale, dit le Préfet.

Ces obstacles doivent-ils persister ? Vous déclarez-vous incapables devant ces difficultés. Qu'entendez-vous, si c'est ainsi, par la démocratie responsable, intervient KANYABASHI ?

C'est vraiment fantastique si les frais de scolarité de 100 frs que donnent ces enfants sont considérés comme la contribution personnelle minimum (impôt), poursuit le Ministre. Et cela supposerait alors que le Bourgmestre donne des quittances à ces enfants. Et, s'adressant au Bourgmestre, il lui demande si l'on trouve des cas pareils dans sa Commune.

Nous aidons les étudiants du secondaire quand ils viennent se faire aider. Ai-je refusé 100 frs à quiconque s'est présenté, disant qu'il ne pouvait pas payer et son enfant a été renvoyé à cause de cela ? Se justifie le Bourgmestre.

Il est strictement interdit d'interrompre les leçons d'un enfant (élève). On n'a pas prévu des mesures à prendre vis-à-vis de celui qui n'a pas payé, dit militant Maître principal.

Il ne s'agit pas de renvoi définitif. Avez-vous déjà oublié que dans le temps nous payions la dîme et la cotisation à l'Eglise catholique et que celui qui ne payait pas était renvoyé pour un certain temps et revenait avec l'argent, dit le Bourgmestre.

Etudiez la question lors de la réunion du Conseil Communal. Il existe une caisse sociale communale pour les indigents. Le problème est de répartir les 90 milles dont dispose la Préfecture (Butare) pour toutes les Communes, dit le Préfet.

\* \* \*

Champ modèle : - nains de chine (ikingurube)

- gros michael
- inyanunyo (jeunes)
- intuntu

Les bananiers sont espacés de 4 m et sont paillés.

N.B. Il est préférable qu'un paysan les espace de 8 à 10 m au moins.

Cela lui permet d'y cultiver d'autres semences.

- avocatiers (833 arbres)
- centre de saillie en voie de construction.

Géranium : C'est une plante éparpillée dans les collines environnantes et elle est distribuée gratuitement. Nous avons 150 personnes qui la cultivent, mais le champ dans lequel nous la cultivons n'est pas fertile. Donc, ça ne lui convient pas. Nous souhaiterions avoir un autre, dit l'Agronome.

/...

- depuis 1974 qu'il existe, on a 4 ha.

- on vient de récolter 6 fois
- la distillation donne un parfum qu'on emploie pour fabrication des savons de toilette.
- 1 l = 3.000 frs
- 1 l = 1.000 Kgs de géranium.

Nous avons une sorte d'eucalyptus (1 l = 400 frs) qu'on récolte plusieurs fois, par rapport au géranium et des citronnelles qui donnent le même parfum. la rentabilité n'est pas énorme mais pour un cultivateur ça vaut mieux que rien.

Colline GATOVU:

- 50 fermes (gros bétail) et 62 fermes(-petit bétail + cochons)
- la paille et le reste de la nourriture du bétail sont longtemps gardés dans l'étable (ntibakuka). La bouse est jetée dans la fosse (ingarane).
- Le Conseil a pu constater les différences et ressemblances entre une vache de type ISAR et une vache traditionnelle entretenues toutes deux selon les méthodes modernes.
- Quant à la culture des produits vivriers, les différences étaient nettement remarquables entre une parcelle de sorgho cultivée suivant les méthodes modernes et celle cultivée à la manière traditionnelle.

Progressistes : Les uns sont de la Commune Ruhashya, et les autres de la Commune environnante. Ils ont les cultures vivrières :

- pomme de terre = 7t /ha.
- haricots (type Gisenyi) = 4t/ha, auxquels on applique les appuis.
- haricots ordinaires = 800 kg/ha
- maïs.

\*\*\*

COMMUNE NYAKIZU

Merci d'être venu en visite en notre Commune; merci aussi pour les conseils que vous allez nous prodiguer, dit le Bourgmestre s'adressant au Conseil Préfectoral. Le Conseil Communal une fois réuni, débat plusieurs questions et examine pas mal de problèmes inscrits à l'ordre du jour. Chaque conseiller pourra aussi exposer ses difficultés.

En ce qui concerne l'Umuganda, je dois signaler le manque d'épanouissement et une certaine paralysie qui handicapent quelques-uns. Cependant, une certaine prise de conscience d'une grande majorité sensibilisée est à mettre en évidence. Il faut signaler qu'il nous est difficile d'avoir un champ modèle convenable. Celui que nous avons est infertile et nous ne pouvons pas avoir facilement du fumier, d'où les difficultés d'exploitation et très peu de rendement.

/...

LES DEBATS :

Les difficultés sont multiples, commence ainsi le Conseiller du Secteur Cyahinda.

- la majorité ne participe pas à l'Umuganda.
- on doit les forcer
- les autres disent non tout court ou sont négligeants.
- les négligeants ne sont pas sanctionnés
- certains se découragent parce qu'ils n'ont pas de stimulants
- le mieux serait de les punir.

Pour ce qui concerne le fumier, demande le Préfet, arrive-t-il à l'agronome de donner des instructions aux paysans-éleveurs sur la façon à chercher le fumier au moyen des fosses (ingarane) ?

Oui, j'ai déjà commencé, dit l'agronome et actuellement c'est la lutte anti-érosive. Et poussé par le Ministre, il explique comment il a procédé.

" Il y a une colline pilote. Nous avons commencé par les collines environnantes. Ils viennent régulièrement. Le Bourgmestre et les Conseillers sont avertis afin de ne soutenir dans la sensibilisation ". Il ne serait pas possible de tout faire en une fois. C'est pourquoi, les travaux communautaires sont d'abord orientés vers les fosses (ibisimu) et la lutte anti-érosive, poursuit le Bourgmestre; Mais la grande majorité semble ignorer l'umuganda.

A cela, le Préfet répond que le Conseiller doit être la lumière pour les autres, qu'il n'est pas dans ses attributions de punir ou d'enfermer. S'il y en a qui ne participent pas à l'umuganda, ne nous étonnons pas de cela. Interrogeons-nous, par contre, sur ce que nous exigeons de ceux-là mêmes dont il est question. Est-ce clair (les lois, directives) facile et applicable. Leur disons-nous que c'est imposé ou que dans une démocratie responsable, chacun apporte sa pierre pour construire le pays? Avons-nous chez-nous ces fossés, ces compostières tant exigé. De grâce, je le répète, ne restituez pas les fameux huit coups d'autre fois (umunani).

Faites comprendre à celui qui se montre intraitable qu'il est perdu en arrière, qu'il est en retard. Faites-le en homme, en tant qu'homme s'adressant à un homme pour lui démontrer que son siège parmi les hommes est <sup>inoccupé</sup>. Ne touchez pas à sa famille. Laissez tranquilles <sup>sa femme</sup> et ses enfants mais montrez-lui qu'il n'est pas un homme, qu'il n'est pas militant, répondant cette fois à la question du Conseiller de Secteur Cyahinda.

La question du Conseiller de Lanba concerne un champ modèle difficilement trouvé. Les paysans-cultivateurs se querellent avec lui sous prétexte que la terre est à eux. Il y en a qui ont plus de 30 parcelles dans le marais (inigende) données du temps des batutsi (ibikingi). Je voudrais savoir comment nous procurer un champ.

/...

La terre n'est à personne sinon à l'Etat. Elle n'est ni à la Commune, ni à qui que ce soit. Les marais et les vallées appartiennent à l'Etat. Autrement, c'est un emprunt aux cultivateurs. Le conseil communal n'a aucun droit de donner la terre. Il ne peut à la rigueur, que prêter (ubutaka si ubukonde).

Le Bourgmestre explique qu'il s'agit d'un cas qui est arrivé quand le Conseil Communal avait cédé le paturage pour cultiver la sétaria en vue de promouvoir et d'encourager l'élevage moderne. On s'était emparé alors du terrain d'un paysan et il est venu réclamer.

Que ce soit donné par les sous-chefs ou par n'importe qui que ce soit, que ce soit un patrimoine familial, toute la terre est à l'Etat. Sauf, éventuellement, peut-être, la partie continentale (inisozi), répond encore le Préfet à un militant.

Les parents n'ont demandé s'il n'est pas possible de leur faire une réduction pour permettre à tous les enfants de fréquenter les écoles comme le dit la loi, demande un militant.

Le Bourgmestre donnera à celui qui ne peut pas trouver 100 frs s'il y en a un qui ne peut pas les trouver, une attestation comme quoi il est vraiment pauvre, dit le Préfet, Je pense, du reste qu'il suffit de se priver d'une bouteille au moins par semaine, sinon par jour pour résoudre le problème. Et s'il est un père qui ne sait pas payer pour ses 4 enfants, il a tort, et celui de 8 enfants qui ne les laisse pas aller à l'école, il a également tort, ajoute-t-il.

1' L'Inspecteur de Secteur résume en disant que le Ministre a demandé d'établir une liste d'indigents.

Il y a pour le moment une carence de papiers. Les responsables des cellules sont embarrassés. Ils en manquent pour les rapports. Ne pouvez-vous pas leur en donner en attendant qu'on ait versé des cotisations pour s'en procurer, demande un conseiller.

La question a été posée au Secrétaire Général du M.R.N.D., dit le Préfet. Pour ce qui est des rapports administratifs et des papiers, le Conseil Communal examinera le problème et envoie un rapport au CEFOMACO, enchaine le Directeur Général MUNYINGAJU. Je ne trouve pas ce qui vous crée des difficultés puisque la Commune dispose des papiers.

Quelques enfants sont renvoyés par manque de cahiers, dit un militant.

C'est l'Inspecteur de secteur d'en donner les explications lors d'une réunion communale.

Il y a des terrains mis à côté en réserve, occupés, non cultivés et par conséquent non exploités alors que certaines personnes n'en ont pas assez pour se nourrir.

Il appartient à la Commune d'étudier la question et transmettre le rapport au Préfet pour prendre des décisions dit KANYABASHI, puisqu'il aurait plus d'éclaircissements.

/...

La question est d'ordre général, souligne le Directeur Général MUNYANGAJU. Comme l'a souligné le Conseil, nous affirmons que nous n'avons pas trop d'étendues. Par conséquent, il ne faut pas garder les terres sans les mettre en valeur tant qu'il y a ceux qui en ont besoin.

Il y aura une commission pour vous partager le terrain (izabapinira amasanbu) et vous donnera les instructions pour l'exploitation. Vous pouvez déjà commencer les travaux de clôture.

Les Batwa constitue un problème grave :

- ils sont inaccessibles
- ils ne fréquentent pas les écoles
- ils ne participent à l'uruganda. Que faire d'eux et pour eux.

Le Préfet : Ce sont des êtres humains comme nous, ils ne sont pas des animaux. Il faut les traiter comme nous. Si on leur donnait une éducation, ils se conduiraient comme nous, et enfin de compte, qu'avons-nous humainement parlant, de plus qu'eux ? qu'avons-nous qui fait de nous des hommes supérieurs aux Batwa ?

MUNYANGAJU : Ma religion catholique m'a parlé de Jésus et de sa gloire qu'il n'a pas mis en ligne de considération pour se faire homme et nous ressembler. Avant de prêcher, il a d'abord voulu vivre la condition humaine. Sur quoi voulait-il aboutir. Réfléchissez. Les Batwa longtemps installés au Rwanda, rejoints dans la suite par les Hutu et Tutsi, constituent une société.

Ne serait-il pas supérieur à nous. Ne serait-il pas lui qui nous écarte pour sauvegarder ses valeurs fondamentalement supérieures aux nôtres.

Soyons simples jusqu'à leur niveau si nous voulons nous en approcher.

C'est à ce niveau que nous pourrons traiter avec eux sans les dédaigner.

Il faut donc respecter chaque homme à son niveau quelques soient ses conditions sociales.

En effet, comme dit le Président de la République, c'est à nous de faire le premier pas, de nous en approcher. Je ne pense pas qu'il tient à marcher à l'écart. Si tu es plus éclairé, donne leur la lumière, donne leur tout ce que tu peux leur communiquer en matière d'intelligence. Il ne faut pas nier à priori qu'il n'ont rien à vous donner en échange. Détrompez-vous sur ce point, car vous vous enrichissez mutuellement. Allez à Nyabisindu, par exemple, pour vous en rendre compte. Sur le plan du travail, chacun à quelque chose à faire (coopérative des Batwa). Sur le plan social, point de différence et de complexe quant à l'habillement et même à la conduite. Dernièrement, le Conseil Préfectoral a été là et nous nous sommes entretenus sans complexe aucun. Bref, unutwa est sociable, un être humain et loin d'être un animal. Approchez-vous de lui.

Après les discussions entre le Conseil de Développement et le Conseil Préfectoral, celui-ci s'entretient intimement avec le Conseil Communal au sujet de la politique intérieure de la Commune (14 conseillers).

/....

La rentabilité de  
pour le poisson.

Un militant Titulaire du Centre de Santé Kigenbe pose la question au sujet de l'eau et de l'électricité pour leur Centre de Santé.

Un envoyé de l'AIDR a fait les études sur la façon d'alimenter le Centre. On doit dépenser 13 millions de francs si la source est prise à Nyakizu et 4 millions de francs des sources les plus proches. Le projet est en étude, dit le Bourgmestre.

Cette Commune n'a pas accepté les haricots qu'on distribuait gratuitement. Comment arrivez-vous à vous en passer comparativement à des régions abattues ou bien par la sécheresse ou bien par les pluies abondantes et dévastatrices. Comment évaluez-vous la richesse des paysans, demande MUNYANGAJU ?

Le Bourgmestre dit qu'il l'évalue sur le marché. La richesse des marchés démontre et justifie notre refus. Il met ensuite l'accent sur les récoltes abondantes de la population et ajoute que ces haricots seraient un gaspillage déplorable. Pour augmenter la récolte, le Bourgmestre, l'Agronome et les Conseillers ont dû procéder à la vulgarisation.

S'adressant à l'Agronome, le Ministre lui demande d'expliquer brièvement où l'on en est dans la lutte anti-érosive.

Nous avons les fossés à fumier mais non couverts et les fossés anti-érosifs. Les paysans et plusieurs familles sont conscients. Cela se remarque par la plantation des arbres fruitiers et des sétaires.

MUNYANGAJU demande si les Volontaires du Progrès ont apporté du nouveau en matière agricole, dans le domaine touchant l'amélioration du niveau de vie de la population. Il arrive de constater que certains prennent des airs de touristes ou d'explorateurs.

Un militant membre du Conseil de Développement répond qu'on espère un apport valablement enrichissant parce que dans leur rapport avec la masse et surtout avec la jeunesse, ils s'intéressent aux intérêts du paysans. On leur souhaite bienvenu dans l'effort de développement.

Avant de visiter les projets, le Ministre rappelle que pour entreprendre un projet de quelque genre qu'il soit, (il visait la pisciculture où les poissons meurent de faim), le Conseil de Développement doit prévoir une planification des travaux. Il ne suffit pas de creuser pour occuper la première place mais plutôt pour avoir une meilleure rentabilité dans le but d'augmenter et d'améliorer l'alimentation et le niveau de vie du paysan.

\*\*

PROJETS VISITES.

CHAMP MODELE :

- Maïs, soja. Les différences étaient nettement évidentes dans la parcelle de soja. Une partie est plantée avec les méthodes modernes et l'on a mis du fumier; une autre partie a aussi du fumier mais cultivée traditionnellement.

MIGINA :

- Capacité de 12 à 18 tonnes.
- il est construit avec des fers de 2, 8 et 10 mm.
- on a dépensé 300.000  $\frac{1}{2}$  y compris l'uruganda et sans aucune dette.

CENTRE D'ALEVINAGE :

- Début 1951
- ensemencé en 1953
- 72 étangs appartenant à l'Etat
- 12 étangs dont 6 sont des coopératives appartiennent aux paysans.

\*\*\*

COMMUNE MUYAGA.

Dans la matinée du 12 Mai 1977, le Conseil Préfectoral a visité les projets de la Commune Muyaga, arrivée au Bureau communal, le Président du Conseil Préfectoral a salué les membres du Conseil de Développement. Ces derniers ont soulevé un certain nombre de questions qui ont été répondues chacune à tour de rôle.

\*\*

Le Conseil de Développement souhaite que l'on affecte une autobus dans la direction de la Commune Muyaga qui est peuplée par des immigrés. Le Conseil Préfectoral trouve de son côté que cette question se pose même à l'échelon national. Le Gouvernement ne saurait pas satisfaire à toutes les demandes. D'autres parts, les routes sont mauvaises, c'est ainsi qu'il recommande de commencer pour améliorer le réseau routier. A part ça, ce problème pourra être soumis à qui de droit.

Le Conseil de Développement fait remarquer que les ambulances ont disparu et que les malades ne savent pas se déplacer vers l'hôpital. Il a été constaté que ce problème sera vraisemblablement résolu par le Centre de Santé auquel on a attaché un nouveau service de "médecine communautaire". Dans tous les cas, le Gouvernement ne dispose pas de fonds suffisants pour doter chaque dispensaire d'une ambulance. Cependant, la Commune en tant que personnalité morale, peut s'associer à une autre pour s'acheter un véhicule à cet effet.

En réponse à la question des punaises, tiques et autres insectes nuisibles qui envahissent la population parce que l'Etat ne donne plus des médicaments comme il le faisait auparavant, le Président du Conseil Préfectoral souligne qu'il a déjà rencontré ce problème lors des tournées qu'il a effectuées dans toutes les Communes. C'est toute une question de fonds, le Gouvernement ne peut pas donner gratuitement ces médicaments et pour plus de facilités, il faudrait que les intéressés s'adressent directement au service de l'hygiène. Il est normal que tout le monde ne peut pas facilement s'en procurer. Par conséquent, il faudrait que les gens améliorent l'habitat car ces insectes ne sont jamais de bon ton avec la propreté.

/...

Le Conseil de Développement souhaite que l'on cède à la Commune le verger qui entoure le Tribunal de Canton de Kusha qui reste actuellement exploité par le service agricole de Butare. Il fut répondu qu'il appartient au Conseil Communal, en tant qu'organe administratif, de déterminer la destination de ce verger lors d'une séance plénière.

PROBLEME DE L'OBM :

Un membre signale que le Conseil d'administration de l'OBM ne travaille pas convenablement. Il semble que la direction générale donne des ordres sans consulter les coopérateurs même leurs initiatives sont reprinées. De cette question, il ressort que l'OBM n'est pas une coopérative autonome, car elle ne peut pas gérer ses biens sans le concours de la direction générale. C'est donc une situation de fait car ces coopératives n'ont pas des statuts particuliers. Même ceux qui existent ont été élaborés depuis longtemps et ils nécessitent une révision. Un autre point en est que même la gestion de ces coopératives n'est pas saine car elle ne rapportent presque rien.

Cet état de chose pousse même plus loin au point de négliger la voix de la masse des coopérateurs. En outre, lors d'une disette qui a dernièrement ravagé la région, il a été proposé à l'OBM de livrer des haricots aux coopérateurs. La Direction Générale n'a pas réagi à temps, et maintenant que la famine est atténuée, l'OBM les livre à crédit. L'Inspecteur promet que cette situation ne va plus se reproduire.

Un membre signale en passant que l'on est entrain d'étudier les possibilités de réintégrer ces coopératives au sein du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.

Le Conseil Préfectoral a ensuite visité les projets suivants :

- Centre de Santé,
- Centre nutritionnel
- Ecole familiale
- Association d'agriculteurs et d'éleveurs de Muyaga
- Centre de saillie
- champ modèle communal.

L'après-midi, le Conseil Préfectoral s'est rendu dans la Commune MUGUSA où il devait rencontrer le Conseil de Développement. Après avoir salué le Conseil de Développement, ce dernier a soulevé un certain nombre de questions.

Pour ce qui est du remède du lent écoulement du riz provenant du marais Cyili, le projet rizicole était auparavant soutenu par les chinois qui, subséquemment, savaient chercher des débouchés. Maintenant que le projet reste typiquement rwandais, le problème est né. Il sera soumis aux instances supérieures.

La Commune sent un besoin urgent d'une banque populaire. Un membre du Conseil laissa entendre qu'il essaiera d'intervenir auprès des autorités concernées pour que la Préfecture de Butare soit servie dans la limite des possibilités.

/...

- 22 -

Un membre soulève le problème que rencontrent les enseignants qui sont membres de la Commission Technique et du Conseil de Développement. Il semble que leurs Inspecteurs ne sont pas tout à fait d'accord à ce que leurs employés participent à ces réunions. Il a été signalé que ces deux organes ont été institutionnalisés par un arrêté du Ministre de l'Intérieur, que la participation à ces réunions est un travail comme tant d'autres et qu'il n'y a donc pas de raison de s'y'absenter pour quel prétexte que ce soit.

Le Conseil Préfectoral a ensuite visité les projets suivants :

- riziculture de Cyili
  - centre de formation de la jeunesse
  - pépinière communale
- projet de fabrication de sucre (sucrierie)
- centre de saillie
  - champ modèle de Gikonko,
  - village touristique de Gikonko, endroit qui a été embelli par les autorités communales; il y a des maisons traditionnelles, jardin de médicaments indigènes.

\*  
\* \*  
COMMUNE KIBAYI

L'avant-midi du 13 Mai 1977, le Conseil Préfectoral a visité la Commune Kibayi. A son arrivée au bureau communal, le Conseil Préfectoral salue les membres du Conseil de Développement.

A l'issue de l'entente menée par le Président du Conseil Préfectoral et le Bourgmestre de la Commune Kibayi, ressort les problèmes de la sensibilisation de la masse. Dans cette commune, il semble que le système des plantations en lignes n'a jamais été compris. Les animateurs ont néanmoins mis sur pied un plan des visites à domicile qui permettra aux intéressés de se rendre compte de la réalité. Le Conseil a cependant déploré qu'à travers les dires d'un employé membre du Conseil de Développement risque de déco urager la population parce que lui-même n'a pas compris l'utilité des plantations en lignes.

Selon Monsieur NKUMBUYE, membre du Conseil de Développement, la Commune arrive à utiliser les méthodes modernes moyennant les efforts de l'Unuganda. Le paysan de son côté peut faire flèche à tout bois pour y arriver mais le rendement reste moindre car il n'existe pas de relation corrélative entre l'homme-jour et les efforts de l'Unuganda. Mais hélas, où peut-on en arriver quand le diable est dans le confessionnal ?

\*  
\* \*

Le Conseil Préfectoral a ensuite visité les projets de développement dans l'ordre suivant :

- champ modèle communal
- le centre de santé
- le mont Makwaze, coin touristique embelli par la nature.

/...

## COMMUNE MUGANZA

L'après-midi, le Conseil Préfectoral s'est rendu à la centrale de Kirarabogo. A Kirarabogo, sévit une situation à conflit de pouvoir entre le Bourgmestre de la Commune Muganza d'une part et le Père Sinard de connivence avec le Bourgmestre de la Commune Kibayi d'autre part. Le Bourgmestre NZARAMYIMANA fait valoir que le Père Sinard dresse la population contre son autorité qu'il veut s'approprier.

Le Père SIMARD de son côté soutient en vain qu'il existe une mésentente entre l'autorité de Muganza et celle de Kibayi. Le Bourgmestre de Kibayi s'innocente dans cette affaire. Certains exemples cités par le Bourgmestre de Muganza militent en sa faveur.

- Il existe un Conseil de Développement à Kirarabogo, mais dont il ignore le fonctionnement.
- Le Père SIMARD fait procéder aux élections des animateurs sans que le Bourgmestre ne soit informé. Il est à noter que le mot élection a pris un sens trop préjoratif au point qu'il peut être à la source des intrigues de tout genre.

Le Conseiller du Secteur Kivono semble y être pour rien. Le Conseiller du secteur RWAMIKO trouve que ces élections ne peuvent en aucun cas paralyser la marche des activités. Le Conseiller de secteur NYAGAHURU soutient inconditionnellement la collaboration avec les animateurs du Centre de Santé de Kirarabogo. Le Conseiller du Secteur NYABITARE ne connaît rien des élections. Il collaborait avec ces animateurs depuis plus de deux ans sans que le Bourgmestre ne soit informé. Le Conseiller du Secteur CYUMBA trouve que ça handicape le service d'autant plus qu'on commence à organiser des élections.

Historiquement parlant, le Père SIMARD déclare être au Rwanda depuis environ dix ans où il est venu en premier lieu accomplir la mission d'évangélisation. Avant de négocier les subsides pour construire le Centre de Santé, il a contacté les autorités hiérarchiques. Depuis qu'il a commencé, les constructions, il a sollicité et obtenu le concours de deux communes.

L'animation est née du fait que les habitants étaient sensibilisés à l'utilité des travaux qu'ils effectuent eux-mêmes. Sur cette base, ils ont construit des écoles, un dispensaire, des ponts, et creusés des puits etc.... C'est dans cette optique qu'à la question de savoir les objectifs de cette animation préconisée par le Centre de Kirarabogo, la plupart répondent que c'est le développement.

Si dans l'affaire Kirarabogo, le Bourgmestre de la Commune Kibayi n'a cessé de s'évader en trichant un peu, le Bourgmestre de la Commune Muganza n'a pas bien su tirer son épingle du jeu. Plus grave que la réprobation de son autorité, peut-être, sont les faux pas de certains Conseillers communaux qui lui font aujourd'hui perdre la face.

/...

C'est ainsi qu'après avoir entendu les parties en cause, le Conseil Préfectoral recommande aux deux Bourgmestres de collaborer aux projets de développement. Le Président interprète la collaboration comme " faire ce qu'on doit faire". Les deux Bourgmestres doivent mettre leurs haines personnelles sur le côté et faire en sorte que des telles situations ne puissent plus se produire. En outre, s'ils ne veulent pas partager le verre, c'est leur affaire, il ne faudrait que ça ait des repercussions sur la marche du service. Des telles attitudes sont préjudiciables à l'autorité.

\*  
\*\*

Le Conseil Préfectoral a ensuite visité les projets :

- champ modèle communal
- plantation des médicaments indigènes
- lac du Mouvement
- jardin zoologique.

\*  
\*\*

EN HUIS CLOS :

Parmi tous les projets visités dans la Commune Muganza, le Conseil Préfectoral a déploré que l'on ait donné des appellations erronnées à certaines choses. Le lac du Mouvement n'est qu'un simple petit étang piscicole en construction. Le palais du Mouvement est un local annexe au bureau communal. Tandis que le jardin zoologique aurait pris le nom de " basse cour " !

\*  
\*\*

Il convient de signaler que dans certaines Communes telles que Maraba, Nyakizu, Muganza et Kibayi, le Conseil Préfectoral n'a pas approuvé certains projets. A Maraba, sauf un champ mal entretenu du Secteur Gisakura, il n'y a pas de champ-modèle et on n'y trouve pas de lutte anti-érosive.

A Nyakizu et à Muganza, on n'a pas de champs modèles. Egalement à Kibayi, le champ modèle n'est pas seulement mal entretenu mais il est aussi mal situé (loin de la vue du public et des visiteurs du bureau communal). Certains Bourgmestres croyaient qu'un champ-modèle pour la Commune égale un champ entretenu par la Commune; pense-t-on confusément.

Pour les six autres Communes, le Conseil a admiré et encouragé leurs efforts et a jugé passable les projets de lutte anti-érosive et les champs-modèles. Par exemple: la Commune de Mugusa est une Commune pauvre mais quand même qui essaie de faire un effort pour ne pas stagner dans la pauvreté. C'est une Commune pauvre mais qui fait un effort considérable pour développer sa population en l'épargant de l'inamobilisme. La population est active et mobilisée pour le développement de sa Commune, elle a d'ailleurs parvenu à transformer cette Commune pauvre en une Commune riche

/...

En guise de conclusion, tous les membres du Conseil ont soutenu l'idée de visiter les Communes restantes pour susciter leur encouragement ou pour qu'elles ne se sentent pas négligées. Et à la fin des tournées, on fera un rapport détaillé à envoyer au Ministère de l'Intérieur; et enfin pour orienter les Bourgmestres, on leur expliquera ce que c'est l'animation et le développement parce que certains ne savent pas ce qu'ils doivent faire en pratique. Tout reste en parole.

x  
x x

SOUHAITS :

Le Conseil Préfectoral souhaite que les tournées dans les Communes soient tous les deux ans.

B. LE SEMINAIRE SUR LE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE.

Du 8 au 28 juin 1977, s'est tenu à Gihindamuyaga, en Préfecture de Butare, un séminaire sur le Développement rural intégré pour la Préfecture de Butare. Ce séminaire était organisé par le Gouvernement Rwandais avec le concours de la C.E.A. et de l'I.P.D.

Etaient représentés les Ministères directement intéressés par les problèmes de coordination et d'intégration des activités rurales:

- Le Ministère du Plan
- Le Ministère de l'Intérieur
- Le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
- Le Ministère des Affaires Sociales et du Mouvement Coopératif
- Le Ministère de la Santé Publique
- Le Ministère de la Jeunesse

A l'occasion de l'ouverture, trois allocutions dont nous vous réservons le plaisir de faire la lecture à l'édition du dossier du séminaire, furent successivement prononcées par Messieurs le Préfet de Préfecture, Charles NKURUNZIZA, le Directeur de l'I.P.D., MATHIEU GRACIA, le Secrétaire Général au Ministère du Plan, Damascène HATEGEKIMANA.

Objectif du Séminaire:

- Elaborer une esquisse de programme du développement rural intégré ayant pour but l'action d'améliorer les conditions de vie qualitatives et quantitatives du milieu rural.

Objectifs secondaires:

- a) connaître l'orientation du Plan
- b) définir le concept de D.R. Intégré (sa présentation d'une manière sociale et les critères d'analyse pour comparer le

- Développement Rural Intégré et le Développement sectoriel).
- c) Concrétiser les orientations du Plan dans la mise en oeuvre du programme de D.R.I. (connaître les critères du milieu, ses problèmes, ses potentialités, contacter la population).
  - d) Elaborer une stratégie de Développement Rural Intégré pour la Préfecture de Butare.

#### ORIENTATION DU PLAN.

##### 1<sup>o</sup> Priorités du Plan:

- augmentation de la production
- utilisation des ressources humaines, naturelles et nationales.

##### 2<sup>o</sup> Les principales missions du plan:

1. Satisfaire les besoins alimentaires de la population
2. Améliorer les conditions de vie qualitatives et quantitatives.
3. Promouvoir une meilleure utilisation des ressources nationales.
4. Améliorer la position du Rwanda vis-à-vis de l'extérieur.

##### 3<sup>o</sup> Moyens prioritaires et politiques de Développement:

1. La définition d'une politique démographique
2. La mise sur pied d'une réforme foncière
3. Promotion des groupements coopératifs pour assurer l'approvisionnement, l'organisation des produits de commercialisation et de crédits et l'organisation de la production sur des bases communautaires.
4. Le développement de l'artisanat rural.

##### 4<sup>o</sup> Transformation des structures socio-économiques.

- Réorientation des efforts de création des infrastructures et d'équipement sociaux et économiques de l'Etat en faveur des campagnes.
- Augmenter les ressources communales
- Mise en oeuvre des structures d'animation - vulgarisation reposant sur une équipe opérationnelle.
- Ajustement des activités commerciales à l'effort de production agricole.
- Promotion de la médecine de masse.
- Intensification de l'agriculture
- Réorganisation foncière ou réforme agraire
- Vulgarisation et techniques rationnelles:
  - mariage agri-élevage
  - semence sélectionnée
  - régionalisation des cultures
  - respect de date de semis
- Le personnel de terrain doit changer de mentalités
- Exploitation et rentabilisation des champs modèles communaux
- Promotion d'emploi nouvel

- Organisation de la commercialisation des produits agricoles.
- Mise sur pied d'une stratégie de Développement Rural.

LES POINTS EXAMINES AU COURS DU SEMINAIRE:

- Le Développement Rural Intégré dans le cadre des orientations du Plan.
- Les critères et les principes du Développement Rural Intégré
- L'analyse des projets et actions de Développement Rural existants dans la Préfecture de Butare.
- L'Etude de cas "Animation" dans le Développement Rural Intégré
- Le stage des participants au Séminaire dans les Communes de Butare.
- Les réalités régionales.
- L'élaboration d'une stratégie de développement.

CRITERES ET PRINCIPES DU DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE:

1<sup>er</sup> DEFINITION: le Développement Rural Intégré est une action d'amélioration des conditions de vie qualitatives et quantitatives du milieu rural dans son ensemble.

2<sup>es</sup> PRINCIPES:

- a/ Amélioration des conditions de vie qualitatives et quantitatives.
- Objectifs globaux: toutes les activités rurales en amont et en aval.
- Effets égalitaires: aider ceux qui ont beaucoup de problèmes
- Méthodes de mise en oeuvre basées sur l'élaboration et l'évaluation
- La conception doit être intégrée: employer les potentialités du milieu.
- Réalisation: rythme et possibilités à adapter à ces moyens du milieu.
- Moyens: réfléchir à la manière des moyens utilisables et appropriables au milieu.
- Au niveau des étapes de mise en oeuvre:
  - créer des équipes pluridisciplinaires
  - définir certains cadres spatiaux:
    - 1) connaissance, identification et analyse des problèmes d'approvisionnement, de production, de commercialisation et de santé.
    - 2) rechercher des idées de solution
    - 3) recenser les ressources
    - 4) recenser les contraintes
    - 5) définir une stratégie

b/ Développement sectoriel et Développement Rural Intégré.

Développement sectoriel

Développement Rural Intégré

Bénéficiaires

- multinationales

collectivité locale

- Pays - Etat
- Catégorie de paysan
- Commerçant

#### Acteurs

- Les grands bénéficiaires ne sont pas les acteurs principaux
- Les bénéficiaires sont les acteurs

#### Zone d'action:

- certaines zones
- peut défavoriser les zones où il se trouve
- agit sur un ou quelques secteurs
- diversification absente

#### Effets

- s'adresse à certaines personnes privilégiées
- améliorer les conditions des Commerçants

#### Méthodes

- par les techniciens étrangers
- étrangers au milieu
- financement extérieur

#### Réalisation du programme

- participation obligatoire du milieu

#### Evaluation

- faite par les bénéficiaires, les acteurs ne sont pas associés

#### Moyens

- compliqués
- coûteux
- difficile à conduire

- catégorie socio-professionnelle
- classe d'âge, etc....

- Toute une région
- Agit sur plusieurs acteurs
- Formation - Vulgarisation
- Artisans - Biens de production
- stockage
- Commercialisation
- Utilisation des revenus

- s'adresse à toute la population (Hommes + femmes jeunes)
- améliorer conditions de vie qualitatives et quantitatives

- participation de la population à l'élaboration par l'animation
- sensibilisation
- formation - information
- financement local et recherche de self-reliance

- participation par animation, adhésion et mobilisation

- permet de réajuster les objectifs et programme
- continu et participatif

- s'appuie sur les moyens du milieu- outils - ressources financières
- techniques
- appel à l'initiative paysanne

#### Analyse des projets et actions de développement.

Au cours du Séminaire, furent analysés successivement:  
1° Le projet agro-pastoral et laitier de Nyabisindu. L'analyse a démontré que la laiterie est de l'ordre de développement sectoriel, tandis que l'agro-pastoral constitue des éléments

d'intégration.

2° La Konfigi est une action sectorielle avec des éléments d'intégration. Par ailleurs, il serait prématuré d'évaluer l'intégration de la maison familiale de Save étant donné qu'elle n'est qu'à ses débuts.

3° L'animation à Kirarambogo est une initiative privée mais avec le but de satisfaire aux besoins sanitaires de la population. Il est à noter également que cette action est prise en charge par la population.

N.B.: L'analyse de ces projets a relevé les problèmes et a, chose remarquable, dénoté des idées de solutions comme, entre autre, la collaboration des services communaux et le centre Kirarambogo.

Préparation et rapports de stage.

Les étapes d'élaboration d'un programme de développement rural intégré nécessitent:

1. Connaissance des problèmes au niveau de la population, de la Commune, des régions.
  - Les identifier (biens de consommation, production, d'équipement, stockage, commercialisation, santé, formation, habitat, problèmes de fonctionnement, d'encadrement et d'infrastructure).
  - examiner les manifestations et les effets des problèmes.
  - identifier et analyser les causes
  - décomposer et établir les liens entre les problèmes.
  - analyser et évaluer les actions qui ont précédé.
  - déterminer les problèmes prioritaires à résoudre.
2. Chercher des idées de solutions dans les différents domaines (domaine technique, méthodologique, structural, législatif, politique, économique et idéologique).
3. Recenser les ressources (dégager pour chaque problème des alternatives de solutions, faire de la recherche, penser aux effets négatifs).
4. Recenser les contraintes et les ressources:
  - ressources naturelles (terres, forêts)
  - " humaines et sociales
  - " économiques et financières
  - " énergétiques
  - recenser les équipements et les infrastructures, les entreprises et les projets ou actions.

5° Stages.

Les stages ont été effectués dans les Communes:

- |            |        |          |
|------------|--------|----------|
| MBAZI      |        | HUYE     |
| NYABESINDU |        | KIBAYI   |
| NDORA      |        | GISHAMVU |
| MUGANZA    |        | KIGEMBE  |
| RUHASHYA   | MARABA | MUYIRA   |



- " Ce programme est d'autant plus utile qu'il cadre avec le  
" programme gouvernemental tel que le Chef de l'Etat, le Militant  
" Général-Major HABYARIMANA, Président de la République et  
" Président-Fondateur du M.R.N.D. l'a défini dans son Discours-  
" Programme du 1er août 1973.
- " Je tiens à remercier beaucoup plus particulièrement le Ministère  
" du Plan qui a bien voulu organiser et patronner ce séminaire  
" combien utile à l'harmonisation des activités du programme que  
" s'est tracé notre Pays.
- " Je remercie également les Experts de la C.E.A. et de l'I.P.D.  
" qui ont apporté leurs concours aussi bien financier que  
" intellectuel et moral. De part leur riche expérience, les  
" Experts de ces deux organismes ont contribué à mener à bien  
" les travaux du séminaire.
- " Je ne pourrais pas terminer sans remercier tous les conférenciers  
" qui ont eu à éclairer les participants; soit sur les projets  
" qu'ils dirigent, soit sur leurs expériences personnelles.
- " Qu'ils trouvent ici également mes remerciements, les Pères  
" de Gihindamuyaga qui ont consenti de mettre à la disposition  
" du séminaire leurs bâtiments.
- " En effet, il n'est pas un doute pour personne que le site dans  
" lequel nous nous trouvons maintenant est des plus agréables  
" que l'on puisse trouver dans notre Pays.
- " Mes chaleureux remerciements vont et s'adressent également à  
" tous les participants qui en dépit de leurs provenances  
" diverses ont travaillé avec franche collaboration.

"  
" *Sive la République Rwandaise et Son Président.*"

Allocution prononcée par Victor Andriamasy, Représentant  
le Secrétariat de la Commission Economique des Nations  
Unies pour l'Afrique (CEA), à l'occasion de la séance  
de clôture du Séminaire national sur le développement  
rural intégré.

Gihindamuyaga - Butare 8 - 28 juin 1977

- " Monsieur le Ministre,  
" Monsieur le Préfet,  
" Mesdames et Messieurs,

Aux termes des travaux du Séminaire national sur le  
"développement rural intégré, c'est avec un réel plaisir que je  
"prends la parole au nom de l'Institut Panafricain pour le Développe-  
"ment (IPD) et la Commission Economique des Nations Unies pour  
"l'Afrique (CEA).

" L'intitulé exact de ce programme conjoint de l'IPD et  
"de la CEA tel qu'il figure dans le Programme de travail et des

"priorités de la CEA adopté par le Conseil des ministres des États  
"membres à Nairobi en février 1975 est le suivant: "Séminaire  
"national de formation CEA/IPD sur la méthodologie et la pratique du  
"développement rural intégré". Il m'est agréable de constater que  
"nous sommes restés fidèles à l'esprit de ce titre dans notre manière  
"de réaliser ce séminaire. Les deux composantes du programme ont été,  
"en effet, largement couvertes, à savoir, la méthodologie et la  
"pratique du développement rural intégré.

" Lors de la séance d'ouverture qui s'est tenue, il y a  
"maintenant vingt et un jours, dans cette même enceinte, mon collègue  
"de l'IPD, qui a alors pris la parole au nom de nos deux institutions,  
"a évoqué le fait que, de par son thème, ce séminaire ne pouvait  
"réussir que par la participation active de ceux qui y prennent part.

" Aujourd'hui, en dépit d'un certain nombre de problèmes et  
"de contraintes inhérents à de telles assises, et en dépit du  
"programme quelque peu ambitieux que nous nous sommes tracé, le  
"pari a été tenu et le séminaire a été un succès, grâce justement à  
"cette participation de tout le monde. Le résultat a dépassé nos  
"espérances.

" A l'occasion de cette séance de clôture, je suis heureux de  
"pouvoir rendre hommage à l'effort fourni par chacun des participants  
"tout au long des différentes péripéties de nos activités. Je crois  
"sincèrement qu'avec de tels responsables, dont la conscience des  
"problèmes du pays n'a d'égal que le sérieux et l'ardeur au travail,  
"le Rwanda peut faire confiance en son avenir.

" J'en arrive maintenant au moment des remerciements.

" Tout d'abord, je tiens à exprimer toute notre gratitude aux  
"autorités rwandaises, à tous les niveaux, pour l'accueil chaleureux  
"qui a été réservé à ce programme et à l'équipe internationale, et  
"aussi pour l'organisation efficace qui a été mise en place pour  
"faciliter le déroulement des travaux du séminaire.

" Je voudrais ensuite dire un grand merci à nos camarades  
"participants au séminaire pour avoir accepté de bonne grâce le  
"rythme quelque peu harrassant du programme et les contraintes di-  
"verses qui en résultaient. Je les remercie aussi d'avoir accepté  
"d'effectuer un certain nombre d'exercices particulièrement éprouvants  
"tant sur le plan intellectuel que physique. Et enfin, mais ce n'est  
"pas le moindre, je leur exprime toute notre reconnaissance pour  
"l'amitié dont ils ont bien voulu nous entourer et qui a fait qu'à  
"aucun moment, nous ne nous sentions jamais dépaysés!

" Je faillirais à mes devoirs si je ne remerciais pas, d'une  
"part nos hôtes, les Pères Bénédictins de Gihindamuyaga qui ont mis  
"à la disposition du séminaire le cadre magnifique de leur monastère:  
"lieu, si combien propice pour le travail d'intenses réflexions  
"qu'exige une telle réunion. D'autre part, M. le Recteur

"de l'Université Nationale du Rwanda et M. le Directeur de l'Institut  
"National Pédagogique pour l'aide appréciable qu'ils ont bien voulu  
"accorder au séminaire, ce qui a permis un déroulement satisfaisant  
"de nos travaux.

"Monsieur le Ministre,

" Avant de terminer ma brève intervention, qu'il me soit  
"permis d'exprimer le souhait que cette séance de clôture soit...  
"le point de départ des activités consécutives au séminaire. En  
"d'autres termes, que l'ébauche de programme que le séminaire  
"soumet à votre haute appréciation fasse l'objet d'un examen plus  
"approfondi et d'un suivi approprié, afin que le travail fait,  
"consciencieusement, pendant ces trois semaines, puisse être béné-  
"fique à la Préfecture de Butare, en particulier, et à l'ensemble de  
"la République du Rwanda en général.

" La Commission Economique pour l'Afrique, dont le Rwanda  
"est un pays membre, est disposée, si le Gouvernement rwandais lui  
"en exprimait le désir, à apporter la contribution du personnel de  
"son secrétariat aux études préliminaires nécessaires et à la mise  
"en œuvre des projets qui seront retenus.

" De même, dans le domaine de sa compétence, l'Institut  
"Panafricain pour le Développement est prêt à répondre à toute  
"requête que le Gouvernement pourrait lui adresser pour l'aider à  
"concrétiser le programme qui a été esquissé.

" Pour ma part, Monsieur le Ministre, si vous permettez  
"que j'exprime un sentiment personnel en guise de conclusion, je  
"voudrais dire ma satisfaction d'avoir participé à ce séminaire  
"qui, entre autres, m'a appris que la richesse d'un pays ne se  
"mesure pas seulement en termes de PNB et qu'un pays que certains  
"spécialistes classent parmi les plus pauvres du monde peut recéler  
"des ressources insoupçonnées, surtout lorsque les responsables de  
"son développement sont animés, comme ceux qui ont participé à ce  
"séminaire, d'une réelle volonté de réussir. J'ai été le témoin  
"d'une telle volonté au cours de ce séminaire.

" Et c'est donc enrichi par la foi communicative des  
"responsables rwandais que je quitte, Monsieur le Ministre, votre  
"merveilleux pays.

" 28/6/77".

ALLOUCTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE MINISTRE DU PLAN  
A L'OCCASION DE LA CLOTURE DU SEMINAIRE SUR LE DEVELOPPE-  
MENT RURAL INTEGRE - 28 JUIN 1977.

- " - Militants Membres du Comité Central du MRND,
- " - Militants Ministres,
- " - Militant Préfet,
- " - Monsieur le Représentant de la CEA,
- " - Monsieur le Représentant de l'IPD,
- " Militantes et Militants,

" C'est pour moi un agréable devoir de prendre la parole  
"en ce moment pour clore les travaux de ce Séminaire sur le Développe-  
"ment Rural Intégré en Préfecture de Butare.

" Je voudrais tout d'abord exprimer, au nom du Gouvernement  
"et en mon nom propre, mes vifs remerciements à la Commission Econo-  
"mique des Nations Unies sur l'Afrique, à l'Institut Panafricain pour  
"le Développement et au Gouvernement Helvétique qui, grâce au concours  
"techniques et financier qu'ils nous ont apportés, ont rendu possible  
"la tenue de ce Séminaire. Mes remerciements vont également à  
"l'Abbaye de Gihindamuyaga, au Couvent des Soeurs de Sovu, à  
"l'Université Nationale du Rwanda et à l'Institut Pédagogique  
"National qui ont bien voulu mettre à notre disposition les locaux  
"qui ont abrité ces assises, sans oublier tous ceux qui de près ou  
"de loin ont contribué matériellement et moralement au bon déroule-  
"ment des activités programmés. Je tiens enfin à féliciter les  
"participants pour l'effort soutenu et le sérieux dont ils ont fait  
"montrer au cours des travaux dont nous en attendons beaucoup pour  
"le développement du monde rural où, comme vous le savez, plus de  
"95 % de nos populations vivent dans des conditions difficiles.

" J'aimerais précisément, si vous le permettez, que nous  
"nous arrêtions un instant sur le problème qui a occupé vos débats  
"au cours des journées que vous venez de passer ici, je veux dire  
"le développement rural intégré. Je dois tout de suite souligner que  
"ce vocable désigne une option fondamentale de notre Politique de  
"Développement qui sert de support au Plan National de Développement  
"que vient d'adopter le Gouvernement pour la période quinquennale  
"1977-1981.

"Nous trouvons une claire formulation de cette orientation dans le  
"Message à la Nation prononcé à l'occasion du Nouvel An 1977 par le  
"Président de la République et Président-Fondateur du Mouvement  
"Révolutionnaire National pour le Développement, le Général-Major  
"HABYARIMANA Juvénal. Le passage qui s'y rapporte est libellé  
"comme suit (je cite) :

" "En dehors des réformes institutionnelles, telles que la réforme  
" de l'enseignement, la réforme des structures rurales, la réforme  
" administrative communale et le Mouvement Coopératif, jugées indis-  
" pensables, le développement rural du pays reposera encore longtemps  
" sur un ensemble de projets financés, la plupart du temps, sur aide  
" extérieure. Une stratégie des choix doit présider à la réalisation  
" des projets, qui évite la dispersion et le gaspillage des moyens  
" humains et financiers disponibles. Notre Gouvernement accordera par  
" conséquent la priorité à ceux des projets qui se présentent à la  
" fois comme des actions intégrées ou globales et comme des instruments  
" de promotion du développement du monde rural par lui-même" (fin de  
" citation).

" Il s'agit là d'une approche nouvelle des problèmes du développement  
" qui traduit, chez les dirigeants, une prise de conscience plus  
" poussée des réalités socio-économiques de notre pays.

" Désormais, nos programmes de développement ne devront plus être  
" conçus comme des actions ponctuelles constituant - vous me  
" permettez le mot - des enclaves par rapport au reste de l'économie  
" rurale, mais plutôt comme des interventions ayant un impact global  
" sur la vie économique et sociale des régions concernées.

" L'essentiel est bien sûr de mettre au point des méthodes et une  
" stratégie qui placent les populations rurales au centre des actions  
" de développement. Cette orientation cadre bien avec l'un des points  
" du programme du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développe-  
" ment qui est (je cite) :

" de mobiliser et de coordonner les forces vives de la Nation en vue  
" du progrès des populations rwandaises sur la base du rendement  
" individuel optimum et de l'encouragement de toute initiation  
" valable, surtout et par priorité des initiatives collectives ou  
" communautaires, notamment les coopératives de production" (fin de  
" citation).

" Promouvoir les actions qui touchent le plus grand nombre  
" des populations rwandaises et qui en font les principaux acteurs et  
" bénéficiaires, tel est le contenu de la stratégie du développement  
" rural intégré. C'est dire que les opérations de développement en  
" milieu rural ne seront plus centrées sur une production agricole,  
" mais elles auront pour objectif aussi bien l'augmentation de la  
" production vivrière et la diversification des cultures de rapport  
" suivant les vocations de chaque région, que la création des activités  
" non agricoles, les voies de communication, les structures sociales  
" et administratives, les écoles, etc...

" La réalisation d'une telle entreprise implique - vous vous  
" en doutez - la coordination et l'intégration des activités des  
" services administratifs et des organismes de développement

"régional. Ce Séminaire constitue précisément un premier pas dans  
"cette voie. Il a en effet réuni les représentants de toutes les  
"sphères de l'Administration de la Préfecture de Butare et des  
"délégués des autres Préfectures dont les activités se situent au  
"sein des populations rurales, aux fins d'étudier ensemble les  
"problèmes de développement du monde rural et plus particulièrement  
"ceux qui se posent pour cette Préfecture.  
"Nous sommes convaincus que vous partirez d'ici avec la ferme  
"détermination de collaborer étroitement sur le terrain au moment de  
"la mise en oeuvre de la stratégie que vous avez esquissée.

" Pour terminer, je dois indiquer, comme mon Représentant  
"l'a signalé à l'ouverture de ce Séminaire que nous comptons organiser  
"dans les autres Préfectures des Conférences sur le Développement  
"rural intégré afin de débattre les aspects spécifiques de chaque  
"région en matière de développement.

"Nous avons choisi d'inaugurer ce genre de réflexions dans la  
"Préfecture de Butare parce que celle-ci est au premier rang de  
"celles qui sont confrontées aux graves difficultés qui ont été  
"évoquées au début, à savoir une forte densité démographique  
"entraînant une suroccupation et une surexploitation des terres, un  
"taux élevé de sous-emploi et un faible niveau de vie.  
"Vous avez pu certainement vous rendre compte de ces réalités en  
"visitant certaines Communes de cette Préfecture, en examinant les  
"différentes monographies communales et en suivant les exposés  
"présentés par les experts qui ont étudié la région.

"Dans la mesure où ces handicaps pourront être surmontés dans cette  
"région, une étape importante aura été franchie au niveau du pays.  
"C'est dire que nous devons nous atteler immédiatement au Travail  
"pour mettre en pratique ou approfondir les solutions qui ont été  
"pressenties pour la Préfecture de Butare.

" Sur ce, je déclare clos le Séminaire sur le Développement  
"Rural Intégré en Préfecture de Butare.

" Je vous en remercie".  
" de faire un rapport à Monsieur le Ministre de la Justice en  
"vue de remédier à la situation. Il souhaite que les mesures adéquates  
"soient prises contre cet individu, ennemi du développement.

" Un point sur la recrudescence du banditisme, du  
"surtout à certains détenus libérés massivement par le Ministre de  
"la Justice, était inscrit à l'ordre du jour. Ce point a été examiné  
"en profondeur. Le meilleur résultat fut une rafle organisée par le  
"Commandant de Place.

sont à la base du banditisme et de la criminalité. Les filles rwandaises sont corrompues par les étrangers. Le Comité décide d'être sévère vis-à-vis de ces deux points qui constituent une tournure très subtile du banditisme.

4<sup>e</sup> La réunion du 3 juin 1977 avait pour objet:

- banditisme
- examen de la lettre émanant du Gouverneur de la Province de Ngozi.

Il s'agissait de prendre des mesures préventives contre la recrudescence du banditisme accentué par la campagne café. Le prix du café semble avoir attisé le feu. Une rafle en vue de montrer aux bandits qu'ils sont talonnés est organisée samedi le 4 juin 1977.

La lettre se rapporte sur le comportement de BANKAMWABO Evariste, haut fonctionnaire murundi qui, bourré de préjugés raciaux, s'est soulé et a insulté des gens à Butare lors de son voyage de noces.

Les renseignements recueillis par la I<sup>re</sup> commission ont été refutés par le concerné. Une autre délégation (objet de la lettre) allait être envoyée. L'autorisation de procéder à l'interrogatoire ne serait donnée que si l'on passait par les voies diplomatiques normales.

Le 30 juin 1977 le Comité s'est réuni pour voir l'attitude à prendre pendant des jours d'irrégularité de la fourniture des boissons et des dispositions à prendre pour le 5 juillet 1977. L'idée d'inviter le Gouverneur de Ngozi fut rejetée étant donné que le Préfet serait empêché.

La population de Nyakizu dont une partie est du côté de 9 conseillers sur 14 et une autre du côté du Bourgmestre, est honteusement divisée. Une lettre accusant faussement le Bourgmestre a été adressée au Préfet par les neuf.

Pour mettre fin à cette situation, le Préfet parle à la population de cette Commune des éléments subversifs, semeurs de désordre, à écarter. Ils ne sont pas de vrais militants. Ils n'ont pas à se croire partisans des hautes autorités mais à écouter les autorités hiérarchiques.

AFFAIRES SOCIALES.

1<sup>re</sup> SITUATION DE REMBOURSEMENT CHAR ET FONDS D'AVANCE JUSQU'AU 30 JUIN 1977.

COMMUNES	C H A R				F O N D S D' A V A N C E				
	Nombre : de Prêts :	Prêts et Intérêts :	Solde Précédents :	Sommes remboursées :	Nombre : de Prêts :	Prêts et Intérêts :	Solde Précédents :	Sommes remboursées :	Dernier solde :
GISHAMVU	12	91.750	58.770	2.596	-	-	-	-	-
HUYE	6	109.954	96.348	400	3	53.306	32.081	-	32.081
KIBAYI	11	143.725	119.271	-	1	18.170	18.170	-	18.170
KIGEMBE	10	117.215	99.433	-	4	122.978	84.078	-	84.078
MARABA	8	96.852	68.163	4.320	2	46.815	43.015	-	43.015
MBAZI	8	74.682	48.482	-	-	-	-	-	-
MUGANZA	10	204.666	187.543	-	-	-	-	-	-
MUGUSA	8	198.099	194.099	-	-	-	-	-	-
MUYIRA	4	49.578	42.143	-	2	66.689	66.689	-	66.689
NDORA	6	82.797	55.323	-	2	50.646	41.846	-	37.246
NGOMA	5	91.808	83.908	-	-	-	-	-	-
NTYAZO	8	133.428	105.827	-	-	-	-	-	-
NYABISINDU	4	31.668	17.068	-	3	94.879	90.379	-	90.379
NYARUHENGERI	4	33.791	25.509	-	-	-	-	-	-
RUHASHYA	4	20.028	11.983	160	-	-	-	-	-
RUNYINYA	1	10.321	10.321	-	-	-	-	-	-
RUSATIRA	1	31.800	31.800	-	-	-	-	-	-
SHYANDA	8	105.912	82.516	-	-	-	-	-	-
	118	1.628.064	1.338.507	7.476	17	453.483	376.258	4.600	371.658

1  
5  
5

2e SECURITE SOCIALE.

	Bénéficiaires :	Somme allouée :	Somme payée :	Somme rendue à la Caisse Sociale :
Travailleurs pensionnés	84	299.522	299.492	30
Travailleurs atteints des maladies professionnelles	6	2.049	2.049	-
Travailleurs accidentés	93	232.344	232.344	-
Ayants droit (Femmes et Enfants)	103	540.915	540.915	30
<b>TOTAL</b>				

3e MOUVEMENT DES REFUGIES.

Au cours de ce trimestre, il a été recensé un réfugié rwandais ainsi que deux réfugiés burundais.

49 SECOURS ALIMENTAIRE.

Nombre de sacs de haricots envoyés par OPROVIA		Distribution		
Bordereau du	Nombre de sacs reçus	COMMUNES	Nombre de sacs de haricots distribués à chaque Commune	
22.4.1977	120	HUYE	160	sacs
28.4.1977	100	GISHAMVU	190	"
"	100	KIBAYI	70	"
1.6.1977	124	MBAZI	165	"
-	111	MUGUSA	169	"
-	118	MUYIRA	39	"
16.6.1977	120	NYABISINDU	60	"
17.6.1977	220	RUHASHYA	40	"
TOTAL	1.013	RUSATIRA	60	"
		SHYANDA	60	"
		TOTAL	1.013	"

FORMATION MEDICALE.

1<sup>o</sup> CAMPAGNE DE VACCINATION ANTIROUGEOLEUSE.

Durant le début du 2<sup>ème</sup> trimestre, une campagne de vaccination a été entreprise dans quelques Communes des environs du Chef-lieu de Préfecture. Cette campagne était conjointement organisée par une équipe sanitaire du Centre hospitalier de Kigali et les autorités médicales de la Préfecture de Butare. Elle a pu couvrir:

- les Communes environnantes de Butare (Ngoma - Huye - Shyamba - Mbazi - une partie de Runyinya - une partie de Gishamvu).
- le rayon desservi par le Centre PMI de Kibirizi (Nyaruhengeri - Ndora - Muganza).

La campagne s'est passée sans incident et a été pour la population concernée, très bénéfique.

Si on pouvait la répéter chaque année et l'étendra sur toutes les Communes, la rougeole serait vite jugulée!

2<sup>o</sup> SITUATION DU PALUDISME ET DE LA F.R.

Par rapport au trimestre précédent, il y a une légère diminution. Cette situation préoccupe les Autorités Ministérielles car elles sont entrain de rassembler toutes les données pour mener une campagne beaucoup plus radicale. Nous espérons un heureux aboutissement.

3<sup>o</sup> SITUATION AU DISPENSAIRE DE KIBIRIZI (MAYAGA).

Un vol a été annoncé par le Titulaire de ce dispensaire comme nous l'annonçait l'intéressé en date du 8 mai. Une enquête approfondie par le Parquet de Butare a révélé que le vol était un "simulacre" organisé par le Titulaire lui-même.

C'est pour cela qu'en date du 28 juin, Munyankindi Samson le coupable a été incarcéré après un contrôle assez sérieux qui a révélé entre autre une collaboration intime avec les "médecins illégaux" (magendo), d'où manque des recettes médicales malgré qu'il reçoit la même quantité des médicaments que les autres titulaires.

Pour le moment, il n'y a pas de remplaçant. Les Autorités Ministérielles sont au courant de la situation de ce dispensaire et ont promis d'envoyer incessamment un remplaçant.

4<sup>o</sup> PARTICIPATION AU SEMINAIRE DE GIHINDAMUYAGA.

Durant le mois de juin, un séminaire sur le développement rural intégré, organisé par l'IPD et la CEA durant trois semaines. Ce séminaire nous a ouvert largement l'horizon pour comprendre la différence entre un développement dit "sectoriel" et un développement rural intégré. Nous avons pu élaborer l'esquisse d'un programme de développement de la Préfecture de Butare et partant trou

un modèle sur lequel devront se baser les experts pour le développement des autres Préfectures.

## 5<sup>e</sup> VISITES AUX FORMATIONS PERIPHERIQUES.

Par suite du véhicule usagé, souvent en panne, il n'a pas été possible au Titulaire du Secteur Médical de faire des inspections comme à l'accoutumée. Il a pu seulement se rendre sur les points névralgiques cités plus haut.

## ENSEIGNEMENT.

Ce chapitre sur l'Enseignement relate principalement les problèmes ayant trait à l'administration et à l'équipement matériel.

### a) INSPECTION:

Etant donné que l'Inspecteur d'Arrondissement ne disposait pas de moyen de locomotion, les inspections n'ont pas atteint le nombre voulu, mais du moins tous les secteurs sont presque tous visités. Plusieurs enseignants ont été visités et plusieurs rapports ont été envoyés au Ministre de l'Education Nationale et les différentes copies ont été envoyées à Monsieur le Préfet de Préfecture et à l'Inspecteur de Secteur.

#### Méthode de travail:

Pour un secteur, l'Inspecteur d'Arrondissement prenait deux ou trois centres scolaires. Chaque centre prenait au moins une journée; ceci lui permettait de se rendre compte du rendement pédagogique ainsi que l'utilisation des frais provenant des jardins scolaires.

En général, une synthèse était faite à la fin et l'intéressé recevait les remarques appropriées susceptibles de l'aider à améliorer son enseignement. Dans cette synthèse y contenait aussi les remarques pour chaque Inspecteur de Secteur ainsi que le maître principal du centre.

#### Vue d'ensemble pour ces inspections:

Pour toute la Préfecture, il a été constaté qu'au début du trimestre, les enseignants n'étaient pas ponctuels: la remarque donnée a été profitable car tous les enseignants avaient pris l'habitude d'arriver à l'école au moins quinze minutes avant l'heure prévue. Pour le fait de remplir les documents, il a été constaté qu'avant l'arrivée de l'Inspecteur d'Arrondissement actuel, les documents étaient fort négligés. Au fur et à mesure qu'il leur demandait de bien remplir leurs documents, l'amélioration a été totale.

Bien que beaucoup de centres scolaires ne disposent pas des jardins scolaires, le peu qu'on avait tiré de ces jardins était mal géré et même volé soit par les gens de l'extérieur (exemple école de Butare EAR) soit par quelques enseignants (Ecole de Katarara en

Commune Ntyazo); mais tous ces litiges vont bientôt trouver une solution. Pour certains centres scolaires, les jardins scolaires sont insuffisants bien que la superficie cultivable dans la Préfecture de Butare reste toujours difficile à trouver. Beaucoup de Communes doivent faire un effort pour trouver des jardins où les enfants puissent faire un apprentissage d'agriculture, surtout la Commune de Ngoma pour les centres de Matyazo et Cyarwa qui va bientôt ouvrir ses portes. La Commune de Maraba pour le centre de Cyendajuru et d'autres Communes non mentionnées.

En plus, les Autorités Communales en collaboration avec les Autorités Scolaires doivent trouver une solution en vue de préserver ces produits qui peuvent servir à de multiples services.

Etat des locaux:

Dans tous les secteurs visités, quelques locaux sont mal entretenus. Les rapports donnés pour chaque centre ont signalé les locaux en mauvais état; je crois que les autorités communales ainsi que les autorités scolaires locales comprendront l'urgence de ces problèmes.

En général, les locaux manquent de carreaux ou n'ont pas de fenêtres (surtout les carreaux manquent pour le centre de Nyanza) lequel centre est d'ailleurs en bon état. Les constructions s'avèrent nécessaires pour le centre de Kibilizi et Katarara dans le Secteur Muyira-Ntyazo. Nous espérons que ces locaux seront prêts (Commune Ntyazo) pour l'exercice 1977/78.

Beaucoup de Communes viennent d'achever des nouveaux locaux, notamment Cyarwa (Commune Ngoma), Liba et Mubumbano en Commune Gishamvu, Muhambara en Commune Nyakizu, Ndora et Muyira en Commune Ndora, etc.... etc....

Mais dans l'ensemble les locaux des écoles de toute la Préfecture de Butare sont en bon état sauf les locaux où les autorités pensaient qu'ils sont entre les mains de la Paroisse.

Point de vue "Administration":

Les inspections administratives sont déjà citées mais on peut toujours dire que pour certains secteurs où l'administration semblait défaillante, ils ont été invités à redoubler d'autorité et l'esprit d'organisation qui semblait très défaillant et renforcé par l'esprit de Nditeranyiliziki?

Conformément à la circulaire ministérielle n° 07.03/2747 du 27 août 1976 relative à l'utilisation du temps hebdomadaire, l'Umugand pour les enseignants a été fructueux pour les mercredi et samedi. Le matériel fabriqué était différent suivant les différents niveaux: - Pour les Ières années: l'accent a été mis sur la fabrication des bouliers compteurs, images nombres et d'autr

les Bourgmestres.

Seule la Commune Ntyazo a réformé ce conseil au mois de juin 1977.

Ce retard ainsi que le fait de ne pas faire des constructions ont eu comme cause la mésentente qui existait entre le Bourgmestre de la Commune Ntyazo et l'Inspecteur de Secteur Muyira-Ntyazo. En fait dans ce secteur, le Service de l'Enseignement n'a pas bien marché pour cette année. Pour remédier à ces chicanes inutiles et néfastes pour l'Enseignement, le Ministère de l'Education Nationale a procédé à une mutation disciplinaire pour l'Inspecteur de Secteur Muyira-Ntyazo qui a changé avec l'Inspecteur de Secteur Mugusa-Muyaga. Nous espérons que ce Secteur connaîtra un renouveau et atteindra des résultats satisfaisants empêchés par des conflits séculaires et entretenus inutilement.

Pour les autres Secteurs, les résultats ont été magnifiques et la collaboration a été toujours franche.

#### L'ENSEIGNEMENT POST-PRIMAIRE:

Par rapport à d'autres Préfectures, l'Enseignement Post-Primaire va en progressant dans ces dernières années. En effet, la Préfecture de Butare vient en premier lieu avec 14 Sections Familiales et ces sections familiales sont presque toutes équipées et remplissent leur tâche comme il faut. D'ailleurs la collaboration avec les Autorités scolaires et communales reste franche.

Pour le moment, la Préfecture de Butare compte 4 CERAR: GISAGARA, CYEGERA, KANSI et NYAKIZU.

Le CERAR de Nyakizu a été construit par la Commune, celui de Cyegera est construit par les Communes Rusatira, Nyabisindu, Muyira et Ntyazo. Mais il semble que certaines Communes ne donnent pas leur cotisation, ce qui freine la bonne marche de ce CERAR (Cyegera).

Il est souhaitable que chaque Commune ait son CERAR.

Pour le moment nous comptons ouvrir un CERAR à Mugombwa Commune MUGANZA.

#### CONCLUSION:

Malgré les différentes difficultés qu'a rencontré le Service de l'Enseignement, il a pu comme le rapport l'indique arriver à quelques résultats:

- constructions des écoles,
- rendement pédagogique,
- élaboration de la répartition des matières.

Nous espérons qu'à l'aide de la bonne collaboration que témoignent les autorités locales, le Service de l'Enseignement pourra toujours progresser.

AGRICULTURE.

I<sup>o</sup> REALISATION ET STATISTIQUES AGRICOLES.

2.1. ETAT VEGETATIF DES CULTURES VIVRIERES POUR L'ENSEMBLE DE LA PREFECTURE.

En général, au cours de ce trimestre, la situation vivrière a été bonne sur toute la Préfecture. Durant la saison, les pluies ont été normales, quoique, par endroits, certaines Communes aient enregistré de fortes précipitations au courant des mois d'Avril - Mai. Les dégâts n'ont pas été considérables. Les semis de haricots et sorgho ayant été opérés au bon moment, la récolte a été satisfaisante.

2.2. ETAT VEGETATIF DES CULTURES VIVRIERES DANS LES COMMUNES.

Vers fin Avril - début Mai, dans certains Secteurs Communaux, une tombée de grêle a été enregistrée, sans cependant perturber la croissance et la fructification des cultures en place.

COMMUNES	Secteurs attequés par la grêle
KIGEMBE	3/4 Commune
NYARUHENGERRI	1/2 Commune
KIBAYI	3/4 Commune
MARABA	Toute la Commune
RUHASHYA	1/2 Commune
RUSATIRA	1/2 Commune

2.3. CULTURES LEGUMINEUSES.

STATISTIQUE DE LA PRODUCTION LEGUMIERE.

COMMUNES	Nombre : Planteurs	Superficie : moy./are	Superficie : totale/ha	Production : escomptée en : tonnes
1. NGOMA	: 2.780	: 0,6	: 1,66	: 24,900
2. HUYE	: 1.400	: 1,32	: 18,48	: 243,930
3. MARABA	: 1.216	: 0,18	: 2,18	: 32,700
4. MBAZI	: 1.362	: 0,13	: 1,77	: 26,550
5. RUHASHYA	: 150	: 0,63	: 0,94	: 14,100
6. RUSATIRA	: 300	: 0,30	: 0,90	: 13,500
7. NYABISINDU	: 110	: 0,40	: 0,44	: 6,600
8. MUYIRA H.P.	: -	: -	: -	: -
9. NTYAZO H.P.	: 185	: 0,48	: 0,88	: 13,200
10. MUYAGA H.P.	: 15	: 0,44	: 0,06	: 0,900
11. MUGUSA	: 134	: 0,62	: 0,83	: 12,450
12. SHYANDA	: 5.110	: 0,24	: 12,26	: 183,900
13. NDORA	: 408	: 0,38	: 1,55	: 23,250

COMMUNES	: Nombre : Planteurs	: Superficie : moy./are	: Superficie : totale/ha	: Production : escomptée en : tonnes
14. NYARUHENGARI	: 3.273	: 0,28	: 9,16	: 137,400
15. MUGANZA	: 6.035	: 0,16	: 9,65	: 144,750
16. KIBAYI	: 354	: 0,38	: 1,34	: 20,100
17. KIGEMBE	: 2.400	: 0,38	: 9,12	: 13,680
18. GISHAMVU	: 2.400	: 0,09	: 2,16	: 32,400
19. NYAKIZU	: 835	: 0,03	: 0,25	: 3,750
20. RUNYINYA	: 475	: 0,40	: 1,90	: 28,500
<b>TOTAL</b>	<b>: 28.971</b>	<b>: 0,34</b>	<b>: 75,53</b>	<b>: 976,560</b>

2.4. PRIX MOYEN DES PRODUITS VIVRIERS SUR LES MARCHES.

Produits Vivriers:	Prix au Kilo sur les marchés de					Prix : moyens : Préfec- : ture
	NYABISINDU	MARABA	MUGOMBWA	MUSHA	NYAGISOZI	
Bananes	: 8	: 6	: 5	: 8	: 10	: 7,5
Haricot	: 17	: 20	: 20	: 20	: 22	: 19,5
Pois	: 25	: 25	: 30	: -	: 30	: 22
Arachide	: 60	: -	: 60	: 60	: 70	: 50
Soja	: -	: 25	: 30	: 29	: 30	: 23
Sorgho	: 16	: 15	: 10	: 17	: 20	: 15,5
Maïs	: 9	: 8	: 8	: 7,5	: -	: 10
Elausine	: -	: -	: -	: -	: 20	: 4
Froment	: -	: -	: -	: -	: -	: -
Riz	: -	: -	: -	: -	: -	: -
Patates douces	: 4	: 3	: 2	: 4	: 2	: 3
P.de terre	: 13	: 12,5	: 18	: 12	: 15	: 14
Manioc	: 13	: 15	: 10	: 13	: 9	: 12
Colocase	: 9	: 15	: 10	: 12	: 10	: 11
Igname	: 8	: 20	: 10	: -	: -	: 7,5

2.5. CULTURES FRUITIERES ET POTAGERES.

INTRODUCTION DE NOUVELLES CULTURES POTAGERES.

Variétés Potagères:	Paquets	OBSERVATIONS
Carottes	: 200	: Distribuée uniquement par le
Choux Blancs	: 500	: Service Agri.
Choux Fleurs	: 500	: BUTARE

Variétés Potagères:	Paquets	OBSERVATIONS
Dignons jaunes	500	: Une autre quantité a été distribuée : aux maraichers par l'ISAR de RUBONA
Dignons rouges	50	
Poireaux	-	
Piment doux	50	
Aubergines	50	
Céleris à Côte	-	
Courgettes	200	
Tomates		
<b>TOTAL</b>	<b>2.050</b>	

**III<sup>e</sup> EAUX ET FORETS.**

**3.1. NOUVELLES PLANTATIONS DES BOISEMENTS COMMUNAUX.**

COMMUNES	Lieux Chantiers	Superficie
MUYAGA	: Kigozi	: 1,50
	: Nyirakanywero	: 0,25
	: Rweza	: 0,97
	: Munyinya	: 0,38
MUGANZA	: Remera	: 1,00
<b>TOTAL</b>		<b>: 4,10 ares</b>

**3.2. PISCICULTURE.**

**3.2.1. ETANGS CREEES AU COURS DU TRIMESTRE.**

COMMUNES	Mareis	Superficie
NYAKIZU	: Kigogo	: 3,1
"	: "	: 1,8
KIBAYI	: SHYOKO	: 1,00
"	: NYAGAFUNZO	: 1,80
<b>TOTAL</b>		<b>: 7,70 ares</b>

III<sup>e</sup> GENIE RURAL ET CONSERVATION DES SOLS.

L.A.E. COMPOSTIERE SETARIA.

COMMUNES	Nbre de Km		Superficie protégée	Superficie de multiplication	Nbre compostières creusées
	Creusés	Plantés			
GISHAMVU	1,365	1,365	2,730	-	-
RUSATIRA	-	2,551	4,102	-	-
SHYANDA	3,456	5,459	10,318	-	103
NYAKIZU	3,895	6,315	12,630	-	12
MUYAGA	-	2,319	4,638	-	-
NDORA	-	13,536	27,072	-	-
MBAZI	42,772	44,561	89,122	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>51,488</b>	<b>75,806</b>	<b>151,612</b>	<b>-</b>	<b>115</b>

**CONCLUSION** : Toutes les réalisations agricoles effectuées dans la Préfecture ne sont pas marquées étant donné que les données statistiques ne m'ont pas été fournies à cause des rapports agricoles communaux incomplets et à défaut de quelques-uns.

Il s'avère encore indispensable de réinformer sinon régulièrement le cadre agricole communal en ce qui concerne la méthodologie, l'utilité et l'efficacité de l'élaboration des rapports techniques.

PONTS ET CHAUSSEES ET BATIMENTS CIVILS.

1<sup>o</sup>. ETAT DES ROUTES.

Les routes sont carrossables sauf celles qui nécessitent un rechargement ou élargissement. Certains ponts (Agatobwe) et des caniveaux (via Ngozi) nécessitent un entretien spécial. Les difficultés proviennent du manque de matériel tel que la latérite et les moyens de transport.

2<sup>o</sup>. ENTRETIEN.

a/ ROUTE BUTARE-NYABISINDU: Cette route traverse la Commune : Ngoma - Mbazi - Rubashya - Rusatira - Nyabisindu. Il y a 3 capitas sur une distance de 56 Kilomètres avec 61 ouvriers.

Du 1 avril 1977 au 30 juin 1977, ils ont nettoyé les accotements de la route, débouchage de rigoles, des tranchées, des caniveaux et on a bouché les nids-de-poule et des torrents ondulants.

b/ ROUTE BUTARE-RUNYINYA-AKAVUGUTO: Cette route traverse la Commune Ngoma - Huye - Runyinya. Il y a 2 Capitas et une distance de 22 Kms avec 24 ouvriers. On a réparé le pont de la rivière AGATOBWE, on a

débouché des rigoles et des caniveaux, des tranchées et on a fait le nettoyage des accotements de la route.

c/ ROUTE BUTARE-MWOGO VERS GIKONGORO: Cette route traverse la Commune: Ngoma - Huye - Maraba. Il y a un capita avec 6 ouvriers sur une distance de 18 Kms. Ils ont nettoyé les accotements de la route, des rigoles, des caniveaux.

d/ ROUTE BUTARE-NYAKIBANDA-NYABASESERA-AKAVUGUTO: Cette route traverse la Commune: Ngoma - Huye - Gishamvu - Nyakizu. Il y a 2 capitas avec 29 ouvriers sur une distance de 48 Kms. Ils ont nettoyé les accotements de la route, des rigoles et des caniveaux, on a réparé le pont de la rivière Kigogo - Agatobwe et enfin on a fait le rechargement de la route et l'élargissement des tournants.

e/ ROUTE AKANYARU VIA NGOZI: Cette route traverse la Commune Ngoma Nyaruhengeri et Kigembe. Il y a 2 capitas et sur une distance de 32 Kms. Ils ont fait les bouchages, des nids-de-poule et des torrents-ondulants, tracement de rigoles pour conduire d'eau et on a fait le rechargement de la route et élargissement des tournants étroits.

f/ ROUTE BUTARE-AKANYARU VIA KAYANZA: Cette route traverse la Commune: Ngoma - Gishamvu - Kigembe: Il y a 2 capitas sur une distance de 30 Kms avec 25 ouvriers. Ils ont fait le bouchage des nids-de-poule et des torrents-ondulants du 16 avril 1977 au 15 juin 1977. Ils ont nettoyé les accotements de la route, débouchage des rigoles, des tranchées et des caniveaux.

### 3°. TRAVAUX A EFFECTUER ET MATERIEL ATTENDU.

- Réparation des caniveaux et des Ponts
- Elargissement des endroits et des tournants étroits sur les routes RUNYINYA - AKAVUGUTO, BUTARE - NYAKIBANDA - NYAKIZU et sur la route BUTARE-AKANYARU via NGOZI, BUTARE-RUBONA-NGORONGARI.
- Rechargement sur tronçons BUTARE-NYABISINDU, AKANYARU-NGOZI, NGOMANKOMANE-AGATOBWE-AKAVUGUTO.
- 80 brouettes
- 100 pelles
- 40 machettes
- 30 sacs de ciment
- 300 Kgs de clous
- 4 marteaux de menuisier.
- 50 haches
- 30 fers à béton de 6 mm
- 3 marteaux de 4 Kgs
- 25 coupe-coupes
- 125 houes

### 4°. TRAVAUX EFFECTUES PAR LE SERVICE DES BATIMENTS CIVILS.

Ce Service s'est surtout occupé du renouvellement des toitures, aménagement et de la réparation des maisons officielles. Des maisons ont été repeintes et des installations électriques ont été également réalisées. Quelques-unes de ces maisons sont:

- habitation du Sous-Préfet Muvunyi Joseph

- Ecole Sociale Karubanda
- Tribunal de Première Instance
- Parquet de la République Rwandaise
- Inspection du Commerce
- Réparation électrique habitation du Préfet de Préfecture, à l'ESO
- Peinture aux bureaux des Douanes
- Habitation du Chef du Secrétariat de Préfecture et habitations des Professeurs.

CONCLUSIONS :

Le deuxième trimestre de l'année 1977 a été coiffé par un climat de paix et de tranquillité publiques.

La population a été spécialement occupée à la cueillette du café et à la saison d'achat déjà au début du mois de mai dans la région du Mayaga.

Au cours du trimestre, la Préfecture de Butare a eu deux activités importantes intéressant le développement global de la région. Il s'agit du Séminaire sur le Développement Rural Intégré et quantitative du milieu rural. Et la tournée du Conseil Préfectoral dans certaines Communes pour se rendre compte des réalités déjà existantes dans les Communes et à partir des résultats obtenus dégager un plan-type de développement communal qui s'insère dans le cadre du plan quinquenal.

Sur le plan des activités du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement, les Communes ont consacré leurs efforts à la sensibilisation de la masse, sur les conclusions dégagées du Séminaire organisé par le M.R.N.D. dans tout le pays pour les Bourgmestres et Conseillers Communaux. Ce Séminaire avait pour thème: la paix et la tranquillité publiques, la vulgarisation et intensification agricoles, l'élevage moderne, le développement social et coopératif, l'administration communale et les finances communales.

Les Services Techniques, tant officiels que privés ont fonctionné normalement, même là où une lacune s'annonçait, elle était vite arrangée grâce à la collaboration qui existe entre les responsables.

Butare, le 15 septembre 1977.

Le Préfet de Préfecture,

  
Charles NKURUNZIZA.

